

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Mercredi 11 septembre 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°464 ■

Contribution  
VERS UNE NOUVELLE ÈRE  
ÉNERGÉTIQUE  
**Avec quelles  
ressources ?  
Et au profit de qui ?**

Par Abdelmadjid Attar P 5

AOUN REÇOIT LE PDG DU GROUPE STELLANTIS EL DJAZAÏR

## L'Etat veut accélérer la cadence de la production

*Le groupe Stellantis qui, à travers sa filiale Fiat Algérie, voulait produire des voitures localement accuse un retard certain, particulièrement dans les travaux d'avancement des travaux d'implantation des unités de soudure, moulage et peinture automobile. Il n'est nul besoin de rappeler que Fiat s'est engagée à produire la Fiat 500 en décembre 2023. Un an après, la production est lancée mais à une cadence «faible». P 3*



INONDATIONS DANS LE SUD  
**Mobilisation  
exceptionnelle  
de la Protection Civile**



Face aux récentes inondations à Béchar et dans d'autres régions vulnérables d'Algérie, la protection civile a déployé 1 200 agents, en moins de 24 heures, pour secourir les sinistrés. La coordination avec l'Armée nationale populaire (ANP) a été cruciale, notamment grâce aux moyens aériens mobilisés pour atteindre les zones isolées, comme l'a souligné le Colonel Farouk Achour, Inspecteur à la Direction générale de la protection civile (DGPC).

P 2

DE NOUVEAUX CONTRATS  
SERONT CONCLUS AVEC  
DES STARTUPS

**Sonatrach encourage  
l'entrepreneuriat et  
l'innovation**

Fidèle à son engagement pour la promotion du contenu local et de l'intégration nationale, le Groupe Sonatrach a organisé, hier à Alger, une journée de rencontre avec les Startup du secteur de l'énergie. Cet événement, visant à promouvoir l'intégration nationale et à encourager la collaboration avec des entreprises innovantes, a offert à une quarantaine de jeunes startups l'opportunité de présenter leurs projets et d'établir des liens avec les acteurs clés de l'industrie énergétique.

P 3

PÉTROLE

**La consommation  
mondiale va continuer  
de croître en 2024-2025,  
selon l'Opep**

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) table sur une poursuite de la croissance de la consommation mondiale de pétrole en 2024 et en 2025, mais la revise légèrement en baisse par rapport à ses précédentes prévisions, selon son dernier rapport mensuel publié mardi.

P 5

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

**Vers une coopération  
technique approfondie entre  
l'Algérie et la Corée du Sud** P 3

MÉTAUX PRÉCIEUX

**Baisse  
des prix de l'or** P 4

EL-MENIAA

**Plus de 2.500 ha réservés  
à la pomme de terre  
d'arrière-saison** P 6

INTEMPÉRIES DANS  
LE SUD**Repêchage  
des corps de  
4 personnes  
emportées  
par les crues  
ces dernières  
24h**

Les services de la Protection civile ont repêché les corps sans vie de quatre (4) personnes emportées par les eaux pluviales suite aux intempéries qu'ont connues les wilayas de Tamanrasset, Naâma et Béchar ces dernières 24 heures, a indiqué, lundi, un communiqué des mêmes services. "Quatre (4) victimes, âgées entre 10 et 59 ans, ont été repêchées dans les wilayas de Tamanrasset, Naâma et Béchar suite aux dernières intempéries, portant ainsi le nombre des victimes à six (6) ces dernières 48 heures", précise le communiqué. A cet effet, les unités de la Protection civile sont intervenues, notamment dans le Grand-Sud, pour le sauvetage de plusieurs personnes et aspirer les eaux pluviales des habitations et des structures publiques et privées, en mobilisant les moyens humains et matériels nécessaires. Ces interventions ont été particulièrement enregistrées à Béchar, Illizi, Naâma, Tamanrasset, Béni Abbès, El-Bayadh, Tindouf, Sidi Bel Abbès, Chlef et El Tarf. Par ailleurs, les mêmes services ont fait état du repêchage des corps sans vie de deux (2) personnes d'étendues d'eau dans les wilayas de Tindouf et de Béchar. Il s'agit un enfant de 13 ans et d'un autre de 16 ans.

INONDATIONS DANS LE SUD

**Mobilisation exceptionnelle  
de la protection civile**

Face aux récentes inondations à Béchar et dans d'autres régions vulnérables d'Algérie, la protection civile a déployé 1 200 agents, en moins de 24 heures, pour secourir les sinistrés. La coordination avec l'Armée nationale populaire (ANP) a été cruciale, notamment grâce aux moyens aériens mobilisés pour atteindre les zones isolées, comme l'a souligné le Colonel Farouk Achour, Inspecteur à la Direction générale de la protection civile (DGPC).

Par Mourad A.

S'exprimant sur les ondes de la «Chaîne III» de la radio nationale, Farouk Achour a indiqué qu'en 2023, l'État a alloué 1,01 milliard de dinars à six wilayas pour la gestion des risques et la prévention des catastrophes naturelles.

De plus, plus de 2 milliards de dinars ont été destinés à 66 communes des wilayas de Skikda, Jijel, Constantine, Tizi-Ouzou et Sétif, afin de renforcer les infrastructures et améliorer la réponse face aux inondations. Ces inondations ont souligné les défis croissants en matière de gestion des risques et la nécessité d'une réponse rapide et coordonnée des autorités.

Avec des précipitations atteignant 120 mm en 24 heures, soit l'équivalent des précipitations annuelles, ces intempéries ont causé des dégâts considérables aux infrastructures, notamment aux routes et services publics. Les autorités, sous la supervision du ministre de l'Intérieur, ont immédiatement réagi en déployant des experts pour évaluer les dommages et lancer des réparations d'urgence, en particulier pour les habitations affectées. Comparées aux inondations de 2008, ces der-

nières ont été plus intenses, mais les travaux de prévention effectués depuis cette époque, tels que les corrections dans les lits d'oued, ont permis de limiter les dégâts. Cependant, le problème persistant des constructions «illucites» dans ces zones inondables continue d'aggraver la situation.

Un nouvel amendement à la loi sur les risques majeurs, introduit en février 2024, interdit désormais strictement toute construction dans ces zones à risque, une mesure clé pour prévenir des catastrophes futures. Les autorités locales, souvent critiquées pour avoir permis ces constructions illégales, ont également une part de responsabilité. Pour y remédier, le ministère de l'Intérieur a initié des actions de formation à destination des responsables locaux, visant à renforcer leur sensibilisation aux risques et à la gestion de l'urbanisme. La cartographie des zones inondables, régulièrement mise à jour, est également un outil crucial pour anticiper les risques et mettre en place des mesures adaptées.

En termes de prévention, l'inspecteur a expliqué que les efforts se sont intensifiés avec la mise en œuvre d'un « plan stratégie-barrage » visant à anticiper les risques associés aux

nombreux barrages récemment construits. Ce plan inclut l'élaboration de cartes opérationnelles et de systèmes d'alerte pour mieux prévenir les catastrophes, une initiative nécessaire face aux risques accrus liés aux changements climatiques. Le discours insiste également sur l'importance d'adapter les infrastructures en s'inspirant des normes internationales, comme celles utilisées au Japon, afin de minimiser l'impact des inondations. Enfin, Farouk Achour a souligné que la sensibilisation de la population est essentielle dans cette stratégie. Le programme de formation au secourisme, qui a déjà touché 190 000 personnes, vise à doter les citoyens des compétences nécessaires en cas de catastrophe. Les informations d'alerte en temps réel sont diffusées via les radios locales et autres médias, encourageant les bonnes pratiques. Bien que les inondations récentes aient causé des dommages considérables, les mécanismes de gestion de crise et de prévention mis en place par les autorités algériennes ont contribué à atténuer leur impact. Cependant, des efforts continus sont nécessaires pour renforcer la résilience des infrastructures et des populations face à des événements climatiques de plus en plus imprévisibles et intenses.

ANBT

**Le barrage de Djorf-Torba rempli à 100%**

Le barrage de Djorf-Torba (wilaya de Béchar) a atteint ces dernières 48 heures un volume de remplissage de plus de 247 millions de M3, soit un nouvel apport de 107 millions de M3, a-t-on appris mardi du responsable de l'antenne locale de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT), Ahmed Djebli. Les importantes chutes de pluies

qui se sont abattues en début de semaine sur la région et les crues des oueds de la région, à l'instar du Guir, dont les eaux sont retenues dans ce barrage sont à l'origine du remplissage total de son lac de 94 km<sup>2</sup>, qui était auparavant pratiquement asséché, a-t-il précisé. Ce remplissage "record" qui n'a pas été enregistré depuis plusieurs années au niveau de ce

barrage d'une capacité de retenue de 365 millions M3 et dont la problématique de son envasement ne lui permet pas d'atteindre sa pleine capacité, "a incité à ouvrir plusieurs de ses vannes pour sécuriser l'infrastructure de retenue", a-t-il expliqué. Le remplissage du barrage permettra le renforcement de l'offre en eau potable au profit des habitants des

communes de Béchar, Abadla et Kenadza, à travers sa station de traitement et épuration des eaux, en plus de répondre aux besoins en eaux d'irrigation des agriculteurs de la plaine agricole d'Abadla qui s'étend sur 5.400 hectares, selon la direction locale du secteur de l'Hydraulique.

TIMIMOUN

**Ouverture prochaine d'une antenne de l'entreprise  
de commercialisation de matériels agricoles**

Une antenne de l'entreprise publique de commercialisation de matériels et équipements agricoles "EPE-PMA", dont le siège est à Alger, sera ouverte prochainement dans la wilaya de Timimoun, a-t-on appris lundi auprès de la Chambre locale de l'Agriculture (CA). Destinée à accompagner les activités agricoles projetées dans la région, cette antenne, ayant fait l'objet d'une étude lors d'une réunion la fin de semaine dernière en présence des responsables de

l'EPE-PMA et des autorités locales, vise à mettre à la disposition des agriculteurs une panoplie de matériels et d'accessoires agricoles et de pièces de rechange et d'assurer des prestations de maintenance, a affirmé à l'APS le secrétaire général de la CA de Timimoun, Yacine Krimi. La rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant le développement des cultures stratégiques, l'accompagnement des investisseurs et des agriculteurs et la mise à leur disposition de moyens de mécanisation

agricole, a-t-il ajouté. La wilaya de Timimoun abritera, en octobre prochain, une exposition d'équipements et matériels agricoles de l'entreprise précitée, permettant aux investisseurs agricoles de prendre connaissance de la diversité des matériels et équipements de mécanisation agricole. La directrice commerciale de la PMA, Fatiha Harhad, a indiqué que l'entreprise entend, à travers l'ouverture de cette antenne, la couverture du territoire national en matériel de mécanisation

agricole, notamment les régions du Sud du pays qui connaissant une nette impulsion des cultures stratégiques. Les responsables de l'entreprise PMA se sont enquis, en marge de cette visite, des travaux d'installation des équipements de séchage du maïs, d'une capacité de traitement de 254 tonnes/jour. Cette installation sera renforcée lors des prochains jours d'équipements similaires pour encourager la production de ce genre de cultures stratégiques dans la région.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
EcoEdité par la  
SARLLes enjeux Eco  
Tel: 06 98165554**Gérant**Belmihoub  
Abdelaziz**Directeur de  
publication**

Radji Zahir

**Siège social**03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005

001700000003889 09

**Impression**

Centre : SIA

**Distribution**Centre:  
les enjeux Eco«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale  
de Communication, d'Édition et de Publicité»Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz



## AOUN REÇOIT LE PDG DU GROUPE STELLANTIS EL DJAZAÏR

# L'Etat veut accélérer la cadence de la production

Le groupe Stellantis qui à travers sa filiale Fiat Algérie, voulait produire des voitures localement accuse un retard certain, particulièrement dans les travaux d'avancement des travaux d'implantation des unités de soudure, moulage et peinture automobile. Il n'est nul besoin de rappeler que Fiat s'est engagée à produire la Fiat 500 en décembre 2023. Un an après, la production est lancée mais à une cadence «faible».

Par Réda Hadi

Pour résoudre cette quadrature du cercle, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu hier le président et directeur général du groupe Stellantis El Djaïr, Raoui Beji, pour aborder toutes les préoccupations. Selon un communiqué paru sur la page Facebook, du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a écouté une présentation détaillée sur l'activité de fabrication de voitures de tourisme et utilitaires pour la marque Fiat, ainsi que l'avancement des travaux d'implantation des unités de soudure, moulage et peinture automobile. Ce segment de la discussion qui a eu lieu entre le ministre et Raoui Beji, a permis de relever certains problèmes, ayant trait à la sous-traitance, et d'apporter une solution idoine pour un taux d'intégration de 30 %, comme exigé sur le cahier des charges.

Pour leurs parts, le président et le directeur général du complexe ont également mis l'accent sur l'emploi de la main d'œuvre algérienne. A ce sujet, des cadres de ce ministère estiment, qu'en cela, la main d'œuvre algérienne est l'une des plus compétitives au monde. C'est dans cette optique que Fiat dit œuvrer, à sa formation, selon des normes internationales, et ce d'autant plus que l'usine emploie actuellement plus de 1 000 ouvriers, dont un grand nombre ont été formés. Le projet de Fiat Algérie est d'une importance essentielle. En effet, autant Fiat se dit obligé de réussir son investissement, autant les pouvoirs publics obligent cette firme à plus de renforcer et augmenter ses capacités de production afin de répondre aux besoins du marché, et ce, avec la disposition du Ministère à accompagner ce projet et à surmonter toutes les difficultés auxquelles il (le groupe Stellantis) est confronté pour atteindre les objectifs fixés. Aoun a insisté sur « le renforcement des ca-

pacités productives de l'usine afin de répondre aux besoins du marché», mettant en avant « la disposition de son département ministériel accompagner ce projet et à aplanner toutes les difficultés auxquels il est confronté afin de réaliser les objectifs tracés», note le communiqué. Or selon les prévisions initiales de Fiat, il était question de produire à l'horizon 2026, 90 000 véhicules, avec à la clé 2000 emplois directs. Des spécialistes soulignent que, l'accord de partenariat signé le 22 novembre 2022 prévoyait l'intégration, en 2025, de la peinture et la soudure dans le processus de fabrication, pour voir l'emboutissage suivre dès 2026. L'usine devrait alors s'étendre sur une superficie de 120 ha, dont 40 ha dédiés à l'usine Fiat et 80 ha pour les fournisseurs de l'usine désirant s'implanter industriellement en Algérie. Et c'est de cela que Ali Aoun a tenu à rencontrer les responsables de Fiat. Pour les responsables de Fiat, l'usine FIAT en Algérie s'inscrit dans la stratégie globale

2030 du constructeur, qui envisage de faire de l'Algérie un pôle industriel stratégique et une plateforme d'exportation pour le toute la région MENA (Afrique du Nord et Moyen-Orient). La construction automobile en Algérie attire les investisseurs, car selon le secrétariat technique pour le suivi du dossier des véhicules au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, le secteur automobile algérien connaît une dynamique notable, puisque 30 demandes d'installation d'usines automobiles ont été enregistrées. Par ailleurs, il est à signaler que douze équipementiers locaux ont été retenus, pour assurer une plus-value dans le taux d'intégration local. Le défi et les ambitions dans ce secteur sont simples, car les pouvoirs publics entendent transformer l'industrie automobile en un secteur durable et générateur de valeur ajoutée et d'emplois, avec un impact significatif sur l'économie et la société algériennes.

### EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

## Vers une coopération technique approfondie entre l'Algérie et la Corée du Sud

Plusieurs rencontres entre le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFE) et des acteurs de l'efficacité énergétique en Corée du Sud, ont été organisées dans le cadre d'une visite d'étude, permettant d'ouvrir la voie à une coopération technique "approfondie" entre les deux pays. Dans un communiqué publié lundi, le CEREFE a fait savoir que la visite de la délégation algérienne multisectorielle en Corée du Sud à laquelle a pris part cet organisme, "marque un tournant important pour les initiatives algériennes en matière d'efficacité énergétique et environnementale, ouvrant la voie à une coopération technique approfondie et à de futurs investissements dans les technologies vertes entre l'Algérie et la Corée

du Sud". Cette visite d'étude "stratégique" qui a eu lieu du 27 août au 6 septembre, en présence de représentants algériens des secteurs de l'Environnement, du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie, a été organisée avec le soutien de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA). Lors de cette visite, le CEREFE et le Laboratoire national d'essai (LNE) d'Algérie ont entamé des discussions avec le Korea Refrigeration and Air-Conditioning Assessment Center (KRAAC) en vue de la création d'un laboratoire d'essai de pointe en Algérie, dédié à l'évaluation de l'efficacité énergétique des climatiseurs. "Cette initiative constitue une avancée majeure dans les efforts algériens pour améliorer l'efficacité énergétique", s'est félicité le CEREFE.

La délégation algérienne a également visité le Green Hub coréen, un centre de référence en matière d'innovation environnementale, "afin de s'inspirer des pratiques durables intégrées dans les secteurs industriels et urbains". Ainsi, des discussions avec la Korean Environment Corporation (K-Eco) ont porté sur les stratégies visant à améliorer la surveillance et la gestion de la qualité de l'air en Algérie, s'appuyant sur les meilleures pratiques coréennes en matière de politique environnementale et de solutions technologiques. De plus, les représentants du CEREFE ont pris part à "la prestigieuse" World Climate Industry Expo à Busan, où ils ont assisté à la cérémonie d'ouverture aux côtés de l'ambassadeur algérien en Corée du

Sud, Mohamed Bensabri. Le ministre coréen du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie, Ahn Duk-geun, ainsi que le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'Energie (AIE), Fatih Birol, ont prononcé des allocutions lors de cet événement. "Les discussions avec les cadres du ministère coréen du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie, en marge de cet événement, ont mis en lumière l'importance de renforcer la coopération bilatérale pour faire face aux défis climatiques et énergétiques mondiaux", souligne le CEREFE. Par ailleurs, lors de cette visite, s'est tenu le deuxième Forum algéro-coréen sur l'efficacité énergétique, conjointement organisée par le CEREFE et l'Agence coréenne de l'énergie (KEA).

Ce forum, qui s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord signé entre les deux agences, a rassemblé des experts industriels et des décideurs politiques pour débattre des pratiques industrielles durables et de la gestion de l'énergie dans les secteurs à forte intensité énergétique. Lors de cette manifestation, l'ambassadeur algérien a prononcé un discours soulignant l'engagement de l'Algérie à réduire son empreinte carbone et à tirer parti de l'expertise coréenne pour accélérer sa transition énergétique. Pour leur part, le directeur de l'efficacité énergétique au sein du CEREFE et le directeur politique de la KEA ont mis en avant l'importance de ce partenariat pour promouvoir des pratiques énergétiques durables.

Par R.E.

### DE NOUVEAUX CONTRATS SERONT CONCLUS AVEC DES STARTUPS

## Sonatrach encourage l'entrepreneuriat et l'innovation

Par Sirine R

Fidèle à son engagement pour la promotion du contenu local et de l'intégration nationale, le Groupe Sonatrach a organisé, hier à Alger, une journée de rencontre avec les Startups du secteur de l'énergie. Cet événement, visant à promouvoir l'intégration nationale et à encourager la collaboration avec des entreprises innovantes, a offert à une quarantaine de jeunes startups l'opportunité de présenter leurs projets et d'établir des liens avec les acteurs clés de l'industrie énergétique, indique le groupe dans un communiqué. En effet, cet événement témoignant sur l'intérêt qu'accorde la compagnie nationale pétro-gazière à l'entrepreneuriat et surtout à l'innovation. « Cette journée

de rencontres a été ponctuée par des échanges enrichissants et constructifs entre les startups et les représentants du Groupe SONATRACH, permettant aux jeunes entreprises de présenter des solutions innovantes, notamment dans le domaine de la transition énergétique», ajoute la même source. A cette occasion, des rencontres B2B ont été organisées entre les startups et les représentants du Groupe Sonatrach, offrant ainsi un cadre propice à l'échange d'idées et à l'identification d'opportunités d'affaires et de partenariat. Il est à noter que SONATRACH a déjà conclu des contrats avec de nombreuses startups, notamment dans l'activité amont. Parmi ces dernières, figurent : EXCEED ALGERIA, L'OURS, GENSOL, CASTENPROC, RMB, EL KINDI et

SOUF DRILLING COMPANY. Des discussions sont actuellement en cours avec d'autres startups en vue d'une future collaboration. Cette journée de rencontre avec les startups s'inscrit, rappelle la même source, dans le cadre de politique de SONATRACH en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation, témoignant de l'engagement de l'Entreprise à soutenir et favoriser une collaboration fructueuse avec les entreprises innovantes. En effet, la vision de SONATRACH consiste à se recentrer sur ses métiers de base en investissant sur toute la chaîne des hydrocarbures (de l'Exploration-Production jusqu'au Raffinage et la Pétrochimie), avec le ferme engagement d'une création de valeur ajoutée en Algé-

rie, en faisant participer au maximum l'outil national de production dans ses investissements et dans ses plans de développement, pour atteindre un taux de contenu local de 55% à l'horizon 2030. une politique visant à soutenir le développement socio-économique du pays ; soutenir le développement socio-économique du pays; booster le secteur industriel des PME/PMI algériennes à travers les opportunités offertes par sa stratégie de croissance; promouvoir et développer le transfert technologique et du savoir-faire à travers l'encouragement du développement des partenariats et participer au développement des compétences à travers le renforcement des relations entre les secteurs de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle ainsi que des entreprises oil & gas.

## PÉTROLE

## Le baril de Brent à plus de 71 dollars

Les cours du pétrole baissaient mardi après la publication de données sur les prix à la production et les exportations en Chine. Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, baissait de 0,78% à 71,28 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, reculait de 0,90%, à 68,09 dollars. "Le marché pétrolier reste sous pression en raison de la faible demande de la Chine, premier importateur mondial de l'or noir", notent des analystes du marché énergétique. En Chine, la réduction de l'activité industrielle limite la consommation de pétrole, contribuant aux "inquiétudes concernant la demande mondiale", expliquent-ils. En parallèle, "les producteurs de pétrole du golfe du Mexique ont commencé à évacuer leur personnel et à limiter les forages par mesure de précaution avant l'arrivée de la tempête tropicale Francine", dont l'impact sur les prix est ambigu à ce stade", a-t-on ajouté.

## MÉTALUX PRÉCIEUX

## Baisse des prix de l'or

Les prix de l'or ont baissé mardi, sous la pression d'un dollar plus ferme, tandis que les traders se préparaient à des chiffres clés de l'inflation américaine qui pourraient donner des indications sur l'ampleur de la réduction des taux d'intérêt de la Réserve fédérale la semaine prochaine. Le cours de l'or au comptant a baissé de 0,1% à 2.503,09 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain sont restés stables à 2.532,20 dollars. Le dollar a atteint son plus haut niveau en une semaine, rendant l'or plus cher pour les autres détenteurs de devises. L'attention du marché se tournera vers les données de l'indice des prix à la consommation (IPC) américain mercredi et vers l'indice des prix à la production (IPP) jeudi. "Les données sur l'inflation devraient refléter une nouvelle désinflation et donner le feu vert à la Fed pour abaisser les taux", expliquent des analystes. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a chuté de 0,3% à 28,27 dollars l'once, le platine a gagné 0,5% à 942,45 dollars et le palladium a augmenté de 0,4% à 950,55 dollars.

## MONNAIE

## La livre sterling demeure stable face au dollar et à l'euro

La livre restait stable mardi face au dollar et à l'euro, après l'annonce d'un refroidissement de la croissance des salaires au Royaume-Uni, le marché ne modifiant pas ses attentes d'un statu quo lors de la prochaine réunion de la Banque d'Angleterre (BoE). La devise britannique a gagné 0,07% par rapport au billet vert, atteignant 1,3084 dollar, et elle s'est appréciée de 0,06% par rapport à la monnaie unique européenne, se fixant à 84,35 pence pour un euro. La progression annuelle dans les rémunérations moyennes des employés (hors bonus) a atteint 5,1% entre mai et juillet au Royaume-Uni, en net recul par rapport aux 5,4% enregistrés pour les trois mois achevés en juin, selon des chiffres officiels publiés mardi. Pourtant, "la

modération actuelle de la croissance des salaires" n'a pas renforcé la perspective d'une baisse de taux supplémentaire de la BoE lors de sa prochaine réunion du 19 septembre, remarquent des analystes du marché, estimant que "la vigueur de l'économie britannique et la perspective d'une inflation durable à long terme, en raison d'une augmentation des salaires des employés du secteur public et de l'augmentation attendue du salaire minimum" poussent à BoE à être "plus prudente que les autres banques centrales en matière de baisse des taux". L'institution monétaire britannique a entamé son cycle d'assouplissement en août, en ramenant son taux d'intérêt à 5%, après l'avoir maintenu à 5,25% pendant près d'un an.

## Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	0,00	0,12	9,09	8,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-5,69	-6,86	1,31	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 290,00	NC	0,00	0,68	-0,06	2,95	5,46	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,97	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	-8,44	2,51	-	0	0,00

## PROJET BALADNA

## Merabi rencontre un responsable de l'entreprise qatarie

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a reçu, lundi à Alger, le conseiller du Conseil d'administration de la société qatarie "Baladna", spécialisée dans l'agroalimentaire, les produits laitiers et les jus, Ali Al Ali, dans le cadre de la visite qu'il effectue en Algérie, à l'occasion du lancement du projet commun entre la société qatarie et le ministère de

l'Agriculture et du Développement rural pour la production du lait en poudre dans la wilaya d'Adrar, indique un communiqué du ministère. La rencontre a permis "d'examiner les moyens de coopération, notamment en ce qui concerne la garantie de la main d'œuvre qualifiée dans les filières professionnelles de l'agriculture, de l'industrie des aliments agricoles et des industries manufacturières",

ajoute le communiqué. A cet effet, les deux parties ont débattu des "mécanismes de travail commun concernant les besoins du projet en termes de spécialités et de moyens des établissements de formation concernés, des modalités de leur soutien et formes de prise en charge des demandeurs de formation dans ces domaines" et de "l'élaboration des programmes liés à ces spécialités", conclut le document.

## TRANSPORT MARITIME

## L'ENTMV met en garde contre la réservation électronique des billets en dehors de son site officiel

L'entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), a mis en garde, lundi dans un communiqué, les voyageurs souhaitant réserver leurs billets en ligne, contre le recours à d'autres plateformes pour la réservation que celle

disponible sur le site électronique officiel de l'entreprise. "L'ENTMV a constaté récemment que certaines pages et sites électroniques, ainsi que des agences, utilisent illégalement la marque commerciale de l'entreprise, prétendant offrir la possibilité de ré-

server des billets maritimes sur nos lignes", a précisé le communiqué. A cet égard, l'entreprise souligne que l'unique plateforme officielle dédiée aux réservations est celle disponible sur son site électronique. Les clients désireux de réserver leurs billets pour

les différentes destinations maritimes proposées par l'entreprise peuvent également se rapprocher des agences commerciales les plus proches, selon le communiqué.

## DÉLÉGATION DE WILAYA DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

## Plusieurs opérations de sensibilisation à la sécurité routière à travers le pays

La Délégation de wilaya de la sécurité routière a organisé plusieurs opérations de sensibilisation à travers différentes wilayas du pays, dans le cadre de la campagne lancée par les autorités publiques sous le slogan "Tous concernés pour limiter les accidents de la circulation". Ces opérations de sensibilisation sur la sécurité routière ont été

menées sous la supervision du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire en vue de "prévenir les accidents de la circulation qui ont connu une hausse sensible ces derniers temps", indique, lundi, un communiqué de la Délégation. Ces campagnes de sensibilisation ont vu la participation de l'ensemble des services de Sûreté nationale, de la Protection civile, des Directions des transports et des représentants de la société civile, au cours desquelles des conseils et des orientations sur la sécurité rou-

tière ont été prodigués, et des dépliants ont été distribués aux conducteurs. Face aux premières pluies de l'automne, la Délégation appelle les usagers de la route à réduire la vitesse, en particulier dans les zones où l'eau s'accumule, à maintenir une distance de sécurité et à éviter le freinage brusque qui peut entraîner le dérapage du véhicule. Elle a insisté également sur l'importance de l'utilisation des essuie-glaces avant et arrière, de la vigilance sur la route et du contrôle régulier du véhicule.

## Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات  
MINISTÈRE DU COMMERCE  
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 سبتمبر 2024  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Septembre 2024

Produits	Prix du détail <sup>1</sup> DA / Kg		أسعار التجزئة <sup>2</sup> دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	91	113	68	البطاطا
	Tomate	70	82	58	الطماطم
	Oignon sec	44	50	38	البصل الجاف
	Ail sec	365	424	307	الثوم الجاف
	Carotte	83	93	73	الجزر
	Navet	117	129	105	لفت
	Poivron	112	125	98	اللفل الأخضر
	Piment	129	145	112	اللفل الحار
	Courgette	122	136	108	الكوسة
	Haricot vert	190	214	166	الفاصولياء الخضراء
Laitue	133	147	119	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	386	506	266	التفاح المحلي
	Datte	563	685	442	التمر
	Melon	98	109	86	البطيخ الأصفر
	Pastèque	82	92	72	البطيخ الأحمر
	Poire	385	462	308	الآجاص
	Raisin	209	271	147	العنب
Banane	483	499	467	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1796	1944	1647	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	473	486	459	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	20	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	92	97	87	حليب البقر (لتر)

## VERS UNE NOUVELLE ÈRE ÉNERGÉTIQUE

# Avec quelles ressources ? Et au profit de qui ?

1<sup>ère</sup> partie

Par Attar Abdelmadjid (\*)

Il y a quelques années, parler ou débattre de transition énergétique, signifiait tout simplement se préparer, envisager, étudier, innover, décider, et mettre en œuvre des programmes et des actions pour :

- Préparer et faire face à un éventuel pic pétrolier (et gazier) du fait de l'épuisement des réserves exploitables (non renouvelables) entraînant aussi bien une baisse de la production, qu'un accroissement insupportable du prix de ces ressources énergétiques.
  - Passer de l'usage de ressources énergétiques fossiles, polluantes, et non renouvelables, à d'autres ressources plus propres et renouvelables.
  - Améliorer l'accès à l'énergie des populations, ainsi qu'aux activités de production dont l'économie des populations en dépend (industrie, agriculture, mobilité, etc...), et garantir la sécurité énergétique à long terme surtout.
  - Contribuer ainsi à la lutte contre le réchauffement climatique et ses impacts négatifs sur le « monde entier », en fonction des responsabilités, des moyens, et des besoins de chaque région, pays, ou communauté.
- Les Objectifs avaient un contenu plus ou moins universel, et les accords de Paris en 2015 (COP 21) avaient même abouti à un engagement de mise en place d'un financement de 100 milliards de dollars pour aider les pays les plus pauvres et les plus affectés par les impacts du dérèglement climatique, pour la mise en œuvre de programmes destinés à améliorer l'accès à l'énergie des populations, et d'accélérer la transition énergétique dans ces pays. Mais avec le temps, et sous l'influence de facteurs surtout géopolitiques, économiques aussi, cet objectif est encore loin d'être atteint, et aussi bien les stratégies, que les positions des pays, surtout les plus riches, les plus développés, et les plus responsables dans le changement climatique, ont été modifiées.
- La course aux ENR a pratiquement convaincu le monde entier et devenue un objectif primordial à travers le monde, ce qui est positif en matière de lutte contre le réchauffement climatique, mais la crise énergétique de 2021 aggravée par les conflits géopolitiques a fini par mettre l'énergie au centre de toutes les politiques et stratégies pour faire face à l'interdépendance des pays importateurs soucieux de leur sécurité énergétique, et ceux exportateurs soucieux de leurs revenus. Les « plus puissants » (au sens large) ont adopté des stratégies basées uniquement sur leurs besoins (une économie basée sur une importante consommation d'énergie), leurs moyens (technologiques et financiers), et des politiques souvent destinées d'abord à garantir leur indépendance énergétique. Un des signes de ce

revirement concerne les changements de cap concernant :

- Le gaz naturel qui est maintenant reconnu comme une source d'énergie propre, et un « bon compagnon des ENR ».
  - Le nucléaire qui est réhabilité et appelé à contribuer de plus en plus au mix énergétique dans les pays les plus développés et les plus gros consommateurs d'énergie.
  - La marche arrière dans le secteur de la mobilité électrique chez certains pays et grands constructeurs de véhicules électriques, qui sonnaient « le glas pour le pétrole ». Ils renoncent à leurs programmes de construction et parfois même les réglementations ou les délais de mise en œuvre (UE en ce moment).
  - Et enfin la course à l'hydrogène vert localement ou partout où il est possible de le produire grâce aux potentiels ENR existants. Il est même considéré comme étant le vecteur et la source d'énergie du futur. D'après l'AIE, « plus de 70 millions de tonnes d'hydrogène seront produites chaque année par l'électricité ou par des centrales électriques équipées de systèmes de captage du carbone d'ici 2030, et la demande atteindra 430 millions de tonnes par an d'ici 2050 ». Mais il s'agit d'une hypothèse basée sur le scénario « Zéro Carbone 2050 ».
- En dehors de l'usage de cet hydrogène vert pour décarboner l'industrie, ou comme carburant dans le transport lourd et intensif (maritime et aérien), le problème de cette source d'énergie demeure cependant lié à :
- En premier lieu une demande incertaine en dehors de celle du secteur industriel, et par conséquent d'un marché susceptible de croître rapidement pour faire baisser les coûts de production, de transport et de stockage. Ce qui a fait dire au PDG de TotalEnergies « Reconnaissons que nous n'en sommes qu'au stade embryonnaire et cessons de parler de 10, 20 millions de tonnes. Pour être clair, il n'y a aucun moyen de réduire le coût de l'hydrogène vert s'il ne s'agit que d'un marché de niche ». L'UE envisage d'en produire 20 millions de tonnes à l'horizon 2030 et d'en importer 10, alors que le « Commissariat à l'énergie atomique français a révélé que la demande industrielle en hydrogène bas carbone s'élèverait à seulement 2,5 millions de tonnes par an d'ici 2030 et 9 millions de tonnes en 2040 ».
  - Son coût (autour de 4\$/Kg) demeure en moyenne 4 fois plus cher que l'hydrogène gris (entre 1 et 2\$/Kg) actuellement produit à partir du méthane pour les usages industriels. Ce coût est essentiellement lié à celui de l'énergie verte nécessaire dont la part est de 70% (Électrolyseur), aux CAPEX qui sont de 20%, aux OPEX avec 5%, et à l'eau pour 2%. Toutes les stratégies mises en œuvre actuellement, surtout en Europe et aux USA, ont recours aux subventions en attendant d'éventuels progrès technolo-

giques pour baisser ce coût au-delà de 2030.

- La consommation d'eau pour produire de l'hydrogène vert par électrolyse est en théorie très basse, avec 9 litres par Kg d'hydrogène, mais pourrait atteindre en réalité 20 à 30 litres en fonction des technologies utilisées et du lieu des sites de production (nécessité du traitement préalable).
  - Les canaux des échanges quand il s'agit d'importation à partir d'un amont à cause de l'absence des moyens et capacités d'en assurer le développement, la production, et le transport, au niveau ou à partir des pays qui disposent des plus grands potentiels énergétiques renouvelables, alors qu'ils sont de loin les plus faibles consommateurs d'énergie.
  - La lenteur des progrès technologiques pour en faire un carburant fiable dans le secteur de la mobilité bien que « l'heure de la voiture à hydrogène finira par sonner quand sa souplesse d'usage l'emportera sur ses handicaps, notamment pour les utilisations intensives (taxis, forces de police et de sécurité, secours...), et quand son empreinte carbone plus faible que celle d'un véhicule électrique fonctionnant avec des centaines de kilos de batteries sera reconnue ». (Réf : Transition Energies 06.09.2024).
- La plupart des politiques développées en ce moment par les pays riches et surtout les plus gros consommateurs d'énergie, consistent ainsi à :
- Contrôler, sinon Maitriser les réserves non renouvelables et les échanges à travers le monde, ainsi que le marché (pression sur les prix vers le plus bas possible).
  - Influencer les détenteurs/exportateurs de ressources énergétiques (rentiers, et les « plus faibles ») en matière de transition énergétique, de développement et d'affectation à l'exportation des ressources naturelles disponibles (énergétiques bien sûr et autres comme les minéraux stratégiques rares) sans tenir compte de leurs responsabilités historiques sur le réchauffement climatique.
  - « Conditionner et Soutenir » l'affectation de l'énergie à produire ailleurs (surtout d'origine renouvelable), en partie à l'exportation, de façon directe ou indirecte en cas de valorisation locale, alors que dans de nombreux cas, et plus particulièrement en Afrique, la majeure partie des populations n'a même pas accès à une énergie qu'elle soit d'origine fossile ou renouvelable et propre.
- La priorité des pays à fort potentiel renouvelable, étant en principe la disponibilité et l'accès à l'énergie dont ont besoin leurs populations, et leur faiblesse étant l'absence des moyens invoqués, et souvent aussi une économie rentière et très dépendante des ressources fossiles, le choix n'est pas facile par conséquent pour eux en matière d'objectif à prioriser et de contenu des programmes de transition énergétique. Pour y arriver il

faut nécessairement :

- Définir et mettre en œuvre des stratégies adéquates, et passer d'abord par des choix et des arbitrages internes en matière de modèle de consommation énergétique.
  - Puis faire face à des positions de force à l'échelle mondiale, des compétitions acharnées, des alliances et des conflits à dimension géopolitique, dont le cœur n'est autre que l'énergie.
  - Avant d'aborder l'objet central de notre analyse, à savoir quel usage faire des ressources disponibles ou à développer (y compris l'hydrogène vert), il est utile de tenter de comprendre un peu tout ce qui se dit « en matière d'énergies fossiles qu'il faut absolument remplacer par des énergies nouvelles, propres, et renouvelables » :
  - Sommes-nous vraiment à la veille ou au début d'une nouvelle ère énergétique ?
  - D'un pic pétrolier (production) annonçant la fin des réserves en ressources fossiles et des prix d'accès insupportables ?
  - D'un pic de la demande/consommation ?
  - D'une époque où des réserves en hydrocarbures vont être abandonnées dans le sous-sol ?
  - Est-ce que la transition ne risque pas de passer par une période où le prix du baril pourrait aussi bien atteindre un pic vers le haut, qu'un plancher vers le bas, tous les deux insupportables par l'économie mondiale !
  - Est-ce que la transition énergétique n'est pas d'abord conditionnée par une transition économique interne avant tout ?
- Dans tous les cas de figure, il y a certes un consensus que la solution passe par une transition énergétique à terme, de l'usage d'une source d'énergie vers une nouvelle, et surtout d'un modèle de consommation à un nouveau, mais aussi des politiques et des stratégies à mettre en œuvre en fonction des besoins et des moyens dont on dispose. Il ne fait donc aucun doute que le monde est définitivement en train de muter vers une nouvelle ère énergétique à tous les points de vue : ressources, modèles de consommation, impacts économiques et géopolitiques.
- Nous (« Energy Magazine ») tenterons donc d'en analyser les différentes facettes à travers 2 prochaines parties que nous publierons au fur et à mesure :
- Faut-il croire que la fin des combustibles fossiles va survenir par celle des réserves ou de la demande / consommation ?
  - L'hydrogène vert et « son canal Afrique / Maghreb-Europe » un mythe ou une réalité ? Quel usage faire de son potentiel énergétique ?

(\*) Expert en énergie, ancien ministre

## BOUMERDES

**Réception de près de 250 demandes de changement d'activité des bateaux de plaisance**

Près de 250 demandes de changement d'activité des bateaux de plaisance appartenant aux professionnels de la pêche vers une activité de pêche artisanale ont été réceptionnées par la direction de la pêche et de l'aquaculture de Boumerdes, a-t-on appris lundi, auprès de cette dernière.

"Depuis le lancement de la mise en œuvre de cette mesure exceptionnelle la semaine dernière, nous avons réceptionné près de 250 demandes de changement d'activité, que nous nous attelons à examiner progressivement", a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Kadri Cherif, soulignant la poursuite de l'opération au niveau de tous les ports du pays.

"Le nombre de demandes est appelé à la hausse ultérieurement", a-t-il ajouté, notant que cette opération cible 600 bateaux activant au niveau des ports de la wilaya. Concernant les conditions d'éligibilité à cette mesure, le même responsable a précisé que le propriétaire du bateau concerné doit être titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle maritime (CAPM) et membre de la Chambre de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, tout en disposant d'une autorisation pour utiliser des sites d'amarrage ou être propriétaire d'une ancre fixe dans un port de pêche.

Aussi, le bateau de plaisance concerné par la demande doit mesurer au minimum 4,80 mètres et ne pas dépasser 7 mètres, respecter les normes de sécurité et de sûreté maritimes, et le demandeur doit être en possession d'une copie du livret de navigation en cours de validité. Cette mesure exceptionnelle intervient dans le cadre de l'instruction ministérielle datée du 28 juillet 2024, fixant les conditions et les modalités de changement d'activité des bateaux de plaisance appartenant aux professionnels de la pêche vers une activité de pêche artisanale (catégorie des petites pêches), selon la même source.

## MOSTAGANEM

**Plus de 100 millions Da pour l'aménagement du centre-ville du chef-lieu de wilaya**

Le centre-ville de Mostaganem a bénéficié d'une vaste opération d'aménagement visant la réhabilitation des anciennes bâtisses et la rénovation des routes principales pour une allocation budgétaire de plus de 100 millions de dinars, ont rapporté, lundi, les services de la wilaya.

La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a inspecté les travaux lancés au niveau de la Bibliothèque historique, relevant de la Mosquée El-Badr, qui a bénéficié d'une opération d'aménagement et de rénovation de sa façade pour une enveloppe financière de 55 millions de dinars. Le délai de concrétisation des travaux, initiés dans le but de restaurer l'établissement culturel en lui conférant une architecture islamique, a été fixé à deux mois, a-t-on signalé. L'établissement comprend, outre la bibliothèque, un musée et une salle d'exposition, a-t-on ajouté. Lors de cette visite d'inspection, le premier responsable de l'exécutif

local s'est enquis du taux d'avancement des travaux de restauration de la Mosquée El-Badr, estimés actuellement à 85% et qui portent sur l'achèvement des opérations ciblant le confortement de la toiture de la bâtisse, l'électrification intérieure, ainsi que d'autres retouches, a fait savoir la même source. Le wali a instruit l'entreprise de réalisation de livrer le projet dans les plus proches délais, afin de permettre sa réouverture, le 1er novembre de cette année. Outre la place publique mitoyenne à la mosquée qui a fait l'objet d'aménagement pour une enveloppe financière de 65 millions de dinars, les bâtisses, ainsi que les rues et les routes situées dans le proche

périmètre de cette mosquée, ont bénéficié, elles aussi d'opérations similaires, a-t-on noté. Le wali a, d'autre part, exhorté les architectes, les artistes et les acteurs du mouvement associatif et de la société civile à émettre, dans les dix prochains jours, des propositions inhérentes à l'aménagement des anciennes bâtisses et de les transmettre à la direction locale de la Culture et des Arts. En attendant cette échéance, la même source a indiqué que les travaux devant cibler l'aménagement des routes seront lancés "prochainement" pour une allocation budgétaire initiale de 44 millions de dinars.

## MILA

**Le jardin Ksar El Agha à Ferdjioua rouvert au public**

Le jardin du monument archéologique Ksar El Agha (palais de l'Agha), situé en plein centre-ville de Ferdjioua, dans la wilaya de Mila, a été rouvert lundi au public. Fermé depuis 2014 pour une vaste opération de restauration et d'aménagement, le palais de l'Agha, un lieu historique doté d'un jardin botanique, constitue un espace de détente privilégié des habitants de la ville de Ferdjioua, a

expliqué Imane Azri, responsable de l'antenne de Mila de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBEC). Le jardin, qui a fait l'objet de travaux d'aménagement et de nettoyage menés par l'OGEBEC en coordination avec la collectivité locale, peut désormais accueillir des visiteurs, a affirmé la responsable. Un guide de l'OGEBEC assurera la présentation d'informations aux vi-

siteurs sur la valeur archéologique de ce jardin, également appelé Djnen El Hakem, ainsi que sur le palais de l'Agha, dont l'édification remonte à l'époque ottomane, selon la même source. Un des premiers visiteurs du jardin, Messaoud Chouarfa, habitant de Ferdjioua, a exprimé sa joie de pouvoir accéder de nouveau à cet espace qui, a-t-il relevé, "constitue un refuge pour les familles et les personnes en quête de calme et

de fraîcheur, notamment durant l'été".

"Le palais à l'architecture ottomane permet au visiteur de découvrir un pan de l'histoire de la ville de Ferdjioua et de la région de Mila", a soutenu Soumia Boulemaali, étudiante à l'Ecole nationale supérieure de conservation et restauration des biens culturels de Tipasa.

APRÈS UNE RÉHABILITATION DANS LES COMMUNES DE HAMMAM GUERGOUR ET DE BIR EL ARCH (SETIF)

**Mises en service d'une polyclinique et d'une salle de soins**

Une polyclinique et une salle de soins ont été mises en service, après une opération de réhabilitation, respectivement dans les communes de Hammam Guergour et de Bir El Arch, dans la wilaya de Sétif, a indiqué lundi le directeur de la santé et de la population (DSP), Ali Benkamla. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette opération "s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère de tutelle et des autorités locales visant à mettre des structures de santé opérationnelles à la disposition des patients, notamment dans les zones isolées, afin de rapprocher les services de santé des malades,

d'améliorer le service public et d'offrir de meilleures conditions de travail aux personnels médical et paramédical ainsi qu'aux employés du secteur".

M. Benkamla a ajouté que la polyclinique de Hammam Guergour, située au village d'Oued Sebti, a fait l'objet d'une vaste opération de réhabilitation moyennant un coût financier de 20 millions de dinars, en plus de l'acquisition, pour 5 millions de dinars, de tous les équipements nécessaires au fonctionnement d'une polyclinique.

S'agissant de la salle de soins située au village d'Ouled Mehenna, dans la commune de Bir El Arch, le même responsable a fait savoir

que cette structure a été réhabilitée avec la contribution de bienfaiteurs de la région, la DSP ayant pris en charge, pour 4 millions de dinars, les équipements devant assurer son fonctionnement et celui de plusieurs autres établissements de santé à travers la wilaya. M. Benkamla a rappelé qu'une polyclinique avait été mise en service au début de l'année en cours dans la localité de Djermane (commune d'El Eulma), tandis que trois autres structures similaires devraient être mises en service "avant la fin de l'année" dans les communes de Tala Ifassen, de Bouandas et de Tizi N'bechar.

## SAÏDA

**Plus de 650 foyers raccordés au réseau de gaz naturel**

Plus de 650 foyers, répartis à travers plusieurs localités de la wilaya de Saïda, ont été raccordés au réseau de gaz naturel, a-t-on appris lundi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. La même source a précisé que la direction de distribution de l'électricité et du gaz a procédé, durant le mois d'août dernier, au raccordement de plus de 650 foyers, répartis

dans les localités de Layoune (commune de Ouled Khaled) et Boutegrar (commune de Sidi Amar), ainsi que celles de Ouled Ali, Benfreha et Bsabisse (commune de Ouled Brahim).

La longueur totale du réseau réalisé par la direction de distribution au niveau de l'ensemble des zones d'habitation ciblées est estimée à 34 kilomètres pour une enveloppe

budgétaire évaluée à plus de 63 millions de dinars, a-t-on fait savoir.

L'opération s'inscrit dans le cadre du programme de l'Etat visant à raccorder les foyers au réseau de gaz naturel, dont l'utilisation augmente sensiblement durant la saison hivernale, a-t-on souligné, indiquant que l'accès à cette source d'énergie a fortement contribué à l'amélioration des condi-

tions de vie des citoyens. La longueur totale du réseau de gaz naturel est estimée, dans la wilaya de Saïda, à plus de 892 kilomètres, a précisé la direction de distribution de l'électricité et du gaz, ajoutant que le taux de couverture en cette source d'énergie est évalué, dans cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest, à 80% pour plus de 105.000 abonnés.

## VOITURES ÉLECTRIQUES

# La leçon de politique industrielle de la Chine à l'Occident

Dépassant Tesla, le géant chinois BYD est devenu fin 2023 le plus gros producteur de voitures électriques au monde. Des années durant, il a prospéré sur un modèle néo-fordiste d'intégration verticale, lui assurant un contrôle sur l'ensemble de la chaîne de production – profitant de la dynamique de délocalisation et de sous-traitance qui prévalait en Occident. Les subventions étatiques de l'État chinois ont fait le reste et BYD pose désormais un sérieux défi aux Occidentaux, dans un contexte de transition énergétique où la voiture électrique est amenée à jouer un rôle croissant. Un enjeu que les États européens feraient bien de prendre à bras-le-corps, plutôt que d'accroître leurs dépenses militaires et d'attiser la psychose d'un nouveau conflit mondial.

3<sup>e</sup> partie et fin

Par Paolo Gerbaudo

## Quelles leçons tirer de la politique industrielle chinoise ?

La réussite de BYD, cependant, s'appuie sur une politique industrielle au long cours. Bien que ses efforts répétés pour atteindre un « développement intensif » dans l'industrie automobile se soient souvent soldés par des déceptions, la Chine a finalement été capable d'exploiter ce que l'économiste Alexander Gerschenkron nomme « l'avantage du retour en arrière ». Tirant des leçons d'autres pays d'Asie du Sud comme le Japon ou la Corée, la Chine a engagé des politiques d'État « développementalistes » afin de passer de la production de biens bas de gamme à des biens haut de gamme, en accordant une importance particulière aux technologies « vertes ».

Les véhicules dit de « nouvelles énergies » (hybrides, électriques et hydrogène, ndr) ont fait leur apparition dans l'agenda politique avec le dixième plan quinquennal (2001-2005). Cependant, ce n'est qu'à la suite de la crise financière de 2008 qu'ils ont « été désignés comme une industrie émergente stratégique, aux côtés du solaire et de l'éolien. » L'année 2015 a constitué un point de bascule important de la politique industrielle des véhicules électriques avec le lancement du plan « Made in China 2025 », annoncé par Xi Jinping et le premier ministre Li Keqiang. Le plan précise que « la production est le cœur de l'économie nationale, la racine à partir de laquelle le pays s'élance, l'outil de la fortification nationale et le ferment d'un pays plus fort. »

Les véhicules électriques font partie des secteurs clefs considérés comme essentiels pour la réussite à venir du pays, comme les circuits intégrés, l'équipement aérospatial et les nouveaux matériaux. Le plan recommandait en particulier que 80 % de tous les facteurs entrants nécessaires à l'industrie des véhicules électriques proviennent de Chine afin de garantir un niveau élevé d'« indépendance » dans la production des véhicules électriques. Cette incitation à un approvisionnement national a énormément façonné les stratégies de production engagées par les entreprises nationales.

La Chine occupe à présent une place en apparence imprenable dans cette industrie : 60 % des véhicules électriques produits en 2023 étaient fabriqués dans

l'Empire du milieu.

La Chine occupe à présent une place en apparence imprenable dans cette industrie : 60 % des véhicules électriques produits en 2023 étaient fabriqués dans l'Empire du milieu. De plus, les entreprises chinoises surclassent leurs concurrents traditionnels en matière de coûts de production. La banque suisse UBS a ainsi estimé que BYD bénéficie d'un avantage de 25 %. Comme tous les pays, la Chine doit importer des matières premières, en particulier du carbonate de lithium depuis le Chili et l'Argentine et du cobalt depuis la République démocratique du Congo, mais elle contrôle par ailleurs des éléments essentiels de l'approvisionnement en matières critiques : plus de la moitié de la production mondiale de lithium, plus de 60 % de la production de cobalt et 70 % des terres rares proviennent de Chine. En outre, l'industrie chinoise produit plus de 70 % des pièces des cellules de batteries et des cellules de batteries.

Les deux tiers de la production mondiale de batteries ont lieu en Chine, CATL et BYD représentant plus de 50 % de la production mondiale. Cette impulsion vers une chaîne de valeur indépendante et largement autosuffisante s'est avérée visionnaire pour permettre d'anticiper les perturbations auxquelles fait face la chaîne de valeur mondiale à cause des événements climatiques extrêmes, des guerres et des rivalités croissantes entre grandes puissances. La part importante de la chaîne de valeur des véhicules électriques qu'elle contrôle offre à la Chine un avantage comparatif significatif vis-à-vis de ses concurrents, tout en lui permettant de défendre une suprématie en matière d'innovation et de propriété intellectuelle qu'elle devrait certainement atteindre dans les années à venir.

Le gouvernement chinois a encouragé ces évolutions en finançant généreusement les domaines des sciences et des technologies, par exemple avec le « Programme 863 ». Sous l'influence de l'ingénieur automobile Wan Gang, ministre de la Science et de la Technologie entre 2007 et 2018, la Chine a largement soutenu le secteur des véhicules électriques. Des joint-ventures, comme celle de SAIC-Volkswagen, ainsi que des acquisitions de fournisseurs de voitures occidentales, ont permis au gouvernement chinois d'assurer des transferts de technologies détenues par des entreprises étrangères. Le gouvernement a également accordé des bourses

ou des prêts à des entreprises automobiles pour, entre autres, créer des usines de production et prévenir les banqueroutes. L'instrument politique incontournable, cependant, est bien le recours à la subvention.

On estime ainsi qu'entre 2009 et 2017, le gouvernement chinois a dépensé 60 milliards de dollars en subventions destinées aux véhicules électriques. Les subventions destinées aux consommateurs, composées en partie de crédits d'impôt nationaux et de crédits d'impôt octroyés par les gouvernements locaux, ont été plus généreuses que les 7.500 dollars de crédits d'impôt mis en place par l'Inflation Reduction Act de Joe Biden. Les 23 gouvernements locaux chinois (19 provinces et 4 zones métropolitaines) gèrent 70 % des dépenses publiques. Leur politique industrielle consiste à soutenir les producteurs locaux en leur octroyant des bourses, des crédits à taux faibles, des fonds de sauvetage et du foncier. En outre, ils visent aussi les entreprises locales lors des passations de marchés, par exemple en passant commande de voitures fabriquées par l'entreprise automobile locale pour achalander la flotte de taxis de la région.

De plus, de nombreuses entreprises du secteur automobile sont des sociétés d'État. Celles qui sont détenues nationalement sont coordonnées par la commission de supervision et d'administration de Biens publics relevant du conseil des Affaires d'État (SASAC) et sont supposées contribuer à la mise en œuvre des objectifs gouvernementaux. Certaines entreprises d'État, telles que SAIC, BAIC et Chery, sont détenues par des gouvernements provinciaux, réputés pour le soutien qu'ils accordent à des industries défaillantes afin de protéger les emplois et les capacités de production.

Le soutien politique accordé aux « champions locaux » par les autorités provinciales et les interventions incitatives du gouvernement central ont la réputation de provoquer une surcapacité structurelle, à l'image de ce qui a eu lieu dans le secteur de l'aciérie au milieu des années 2010, lorsque le gouvernement central a finalement été contraint d'imposer des fermetures et des regroupements. S'il est possible d'envisager la surcapacité comme une perte économique, elle stimule également une lutte darwinienne pour la survie entrepreneuriale et l'innovation technologique, qui irrigue la compétitivité internationale des champions à

l'export. C'est ce que nous réserve à présent le secteur des véhicules électriques, touché par de graves fragmentations. La guerre des prix qui ne saurait tarder va s'intensifier à mesure que les subventions diminueront progressivement et que la demande domestique chinoise continuera d'être faible. Cependant, en offrant aux gagnants éventuels la possibilité d'effectuer de plus grandes économies d'échelle, ce moment de vérité est susceptible de rendre les véhicules chinois encore plus compétitifs à l'international.

L'UE s'accroche encore à une vision post-fordiste et à un espoir nostalgique de ranimer la mondialisation et ses longues chaînes d'approvisionnement. Le choix de BYD et, plus largement, du gouvernement chinois, d'embrasser une politique industrielle orientée par l'État et de recourir à une production verticalement intégrée reflète une tendance notable, bien que récente, au sein de l'économie mondiale. Joe Biden fait lui-même écho à cette tendance en s'engageant à subventionner l'industrie, tandis qu'à l'inverse, l'UE s'accroche encore à une vision post-fordiste et à un espoir nostalgique de ranimer la mondialisation et ses longues chaînes d'approvisionnement. L'enquête actuelle menée par l'UE sur les véhicules électriques chinois aboutira certainement à la recommandation d'augmenter les droits à l'importation, qui s'élèvent actuellement (avec un modéré 9 %) à un tiers des droits pratiqués aux frontières des États-Unis.

En mars 2024, l'UE a commencé à enregistrer les véhicules électriques chinois passés en douane, ce qui signifie que ces droits de douane pourraient être rétroactifs. Les droits à l'importation n'offriront cependant qu'un répit passager si aucune réflexion plus approfondie sur la structure changeante de la production mondiale n'est menée. Les pays occidentaux devraient réaliser que dans de nombreux secteurs, tels que celui des véhicules électriques, ils sont, pour la première fois dans l'histoire moderne, en mode « rattrapage » vis-à-vis de leurs concurrents plus avancés, qu'ils considèrent aussi comme des rivaux géopolitiques clés. Plutôt que de concentrer leur attention sur l'augmentation des dépenses militaires et d'attiser la psychose d'une nouvelle guerre mondiale, les pays occidentaux devraient bien plutôt prendre au sérieux le défi technologique et militaire lancé par la Chine.

Source : LVSL.fr



## INNOVATION

## Trois projets tunisiens à l'honneur

Trois entrepreneurs tunisiens ont été distingués dans le cadre du Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique et au Moyen-Orient (Poesam) 2024, un événement marquant pour l'innovation technologique et l'entrepreneuriat social en Tunisie. Cette 14<sup>e</sup> édition, ayant suscité un vif intérêt, a attiré 127 projets, tous axés sur l'impact social et l'usage des technologies, dans des secteurs variés tels que l'éducation, la santé, l'environnement et l'énergie. Ces projets innovants démontrent le rôle croissant des télécommunications dans l'amélioration des conditions de vie en Tunisie, contribuant ainsi à la création d'opportunités économiques et sociales. Les trois lauréats, sélectionnés parmi six finalistes, accèdent désormais à la phase internationale du concours, où ils rivaliseront avec d'autres entrepreneurs de la région Afrique et Moyen-Orient.

Le projet Bluepsol d'EskanderAlaya, qui développe des générateurs solaires intelligents pour l'industrie de la pêche, a remporté le premier prix. SabriCherha, avec son projet WeFix, axé sur la collecte et le recyclage d'appareils électriques et électroniques, a décroché le deuxième prix. Yassine Khelifi, grâce à son projet Bioheat, qui valorise les grignons d'olives en briquettes de chauffage, a obtenu le troisième prix.

Ces trois entrepreneurs bénéficieront de récompenses financières respectives de 15.000, 10.000 et 5.000 dinars. En plus de la reconnaissance nationale, ils pourront participer à un programme d'accompagnement de six mois, conçu pour les aider à consolider et développer leurs projets. Les prix internationaux en jeu comprennent des dotations allant jusqu'à 25.000 euros, avec une mention spéciale pour le Prix Féminin, qui pourrait être remporté par Sonia Nasfi, une finaliste cette année.

## LIBYE

## La production d'or noir a baissé de plus de 50 % par rapport à juillet

Il y a trois jours, les exportations de pétrole brut libyen ont été suspendues dans un contexte de rivalité entre le gouvernement de l'Est et celui de l'Ouest pour le contrôle de la Banque centrale libyenne (BCL) et la gestion de la rente pétrolière. Alors que la situation politique est toujours tendue en Libye, la National Oil Corporation (NOC) a publié, jeudi 29 août, des chiffres de la production actuelle de brut. Elle a atteint environ 591 000 b/j, soit une baisse de plus de 50 % par rapport au terme du mois de juillet. Cette situation devrait se traduire par une baisse de la rente pétrolière, pomme de discorde entre le gouvernement de l'Est et celui de l'Ouest, si la crise devait se prolonger. Elle intervient suite à l'arrêt des opérations d'exportation de brut depuis les principaux terminaux de la région du Croissant pétrolier, notamment Es Sidra, Brega, Zueitina et Ras Lanuf. La chute de la production libyenne pourrait affecter la stratégie de l'OPEP qui s'active depuis des mois en faveur d'une hausse des prix alors que Goldman Sachs et Morgan Stanley ont revu à la baisse leur projection de croissance du prix du Brent.

## EGYPTE

## Le déficit commercial se réduit de 5,1 % en juin

Le déficit commercial de l'Égypte a diminué de 5,1 pour cent en juin, atteignant 2,87 milliards de dollars, en raison de la baisse des prix du blé et d'autres produits de base.

Les données de l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques montrent que les importations ont chuté de 3,3 pour cent pour atteindre 6 milliards de dollars au cours du mois. La baisse des importations est principalement due à la réduction des prix des produits de base: les prix du blé ont chuté de 21,5 pour cent, les médicaments et les préparations pharmaceutiques de 11,9 pour cent, les plastiques de 4,2 pour cent et le maïs de 28,6 pour cent. Ceci fait suite à une diminution de 10,3 pour cent du déficit commercial enregistré en mai, qui a également été attribuée à des valeurs d'importation plus faibles.

Depuis 2004, l'Égypte a toujours connu des déficits commerciaux, car la croissance des importations a dépassé celle des exportations, en grande partie à cause de l'augmentation des importations de pétrole et de blé, selon Trading Economics.

Les données de l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques

(CAPMAS) ont également révélé quelques augmentations des importations en juin par rapport au même mois en 2023, y compris une augmentation de 49,8 pour cent des produits pétroliers, une augmentation de 33,6 pour cent des matières premières du fer et de l'acier, une augmentation de 5,8 pour cent des produits chimiques organiques et inorganiques, et une augmentation de 39,6 pour cent du gaz naturel.

La valeur des exportations a toutefois diminué de 1,6 pour cent en glissement annuel pour atteindre 3,13 milliards de dollars. Cette diminution est due à la baisse des prix des produits de base tels que les engrais (moins 42,9 pour cent), le pétrole brut (moins 64,6 pour cent), les tiges, barres, cornières et fils de fer (moins 23,7 pour cent) et les oignons frais (moins 25,4 pour cent). En revanche, les exportations de produits pétroliers ont augmenté de 56,3 pour cent, les vêtements de confection de 5,5 pour cent, les fruits frais de 24,3 pour cent et les pâtes et diverses préparations alimentaires de 12,4 pour cent.

L'Égypte vise à revitaliser son économie en augmentant ses exportations sur les différents marchés mondiaux. Cela implique une collaboration étroite entre les organismes gouvernementaux, les entreprises et les exportateurs afin d'améliorer la qualité et la compétitivité des produits. Le pays vise 100 milliards de dollars d'exportations annuelles de marchandises au cours des trois prochaines années afin de combler son déficit commercial.

Le Fonds monétaire international a noté en août que l'économie égyptienne montrait des signes de reprise, les mesures prises récemment par le gouvernement pour rétablir la stabilité macroéconomique commençant à donner des résultats positifs. Bien que l'inflation reste élevée, elle diminue.

L'examen du FMI a souligné que les réformes économiques de l'Égypte, y compris l'unification des taux de change officiels et parallèles en mars, étaient essentielles au maintien de la stabilité fiscale.

## ARABIE SAOUDITE

## Les prêts immobiliers atteignent 218 milliards de dollars grâce à une croissance annuelle de 12%

Les prêts immobiliers des banques saoudiennes ont atteint 816,83 milliards de SR (217,82 milliards de dollars) au deuxième trimestre de 2024, marquant une hausse annuelle de 12 pour cent, selon les données officielles.

Les chiffres de la Banque centrale saoudienne, également connue sous le nom de SAMA, indiquent que ce montant représente environ 30 % du portefeuille total de prêts des banques pour la période de trois mois.

Les prêts immobiliers de détail représentent la part la plus importante, avec 79 %, et ont augmenté de 10 % au cours de cette période

pour atteindre 641,72 milliards de SR. Les prêts immobiliers aux entreprises, bien que représentant 21% du total, ont augmenté à un taux annuel plus rapide de 18%, totalisant SR175,12 milliards.

La part des prêts immobiliers dans le total des portefeuilles de prêts des banques saoudiennes a régulièrement augmenté ces dernières années. Selon les données de la SAMA, il y a cinq ans, ces prêts représentaient environ 17 % du total des activités de prêt.

Ce chiffre est passé à 18,5 % en 2021, puis à 28,5 % en 2022 et à 29,6 % en 2023. Au deuxième trimestre de cette année, les prêts immobiliers représentaient 29,7 % du

total. Cette croissance est alimentée par plusieurs facteurs clés, notamment le développement urbain, l'évolution des préférences en matière de mode de vie et l'essor du commerce électronique. L'accent est également mis de plus en plus sur la durabilité, le travail à distance, les changements démographiques et les politiques gouvernementales favorables.

En particulier, on observe une augmentation notable de la demande pour différents types de biens immobiliers, allant des appartements résidentiels et des villas aux bureaux commerciaux et aux espaces de vente au détail.

Les lieux d'accueil font également

l'objet d'un intérêt accru, tandis que les projets à usage mixte se multiplient. Ces projets combinent des zones résidentielles, commerciales et récréatives, créant ainsi des communautés dynamiques qui répondent à un large éventail de besoins.

Les tendances macroéconomiques telles que la croissance démographique, l'urbanisation et la stabilité économique renforcent encore ce marché.

En outre, des initiatives stratégiques telles que Vision 2030, qui visent à diversifier l'économie et à attirer les investissements étrangers, fournissent un cadre solide pour une croissance soutenue.

## MAURITANIE

## Lancement à Nouakchott de la campagne de lutte contre les prédateurs agricoles

Le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, MommaBeibate, a procédé à Nouakchott au lancement de la campagne de lutte contre les prédateurs agricoles 2024 et 2025 dans les zones de production agricoles et pastorales du pays. Cette campagne de quatre mois vise à lutter contre les oiseaux granivores et les prédateurs agricoles par des méthodes alternatives de contrôle sans utiliser de pesticides nocifs pour l'environnement.

Dans une déclaration faite à cette occasion, le ministre a indiqué que depuis l'année dernière, en raison des dégâts causés par les oiseaux aux cultures agri-

coles, le ministère a décidé de faire de la campagne de lutte contre les parasites agricoles une campagne continue en fusionnant la campagne d'été et la campagne d'automne en une seule campagne afin d'obtenir les résultats souhaités. Les données préliminaires indiquent que les conditions sont favorables au lancement de la campagne, comme en témoigne l'intérêt des agriculteurs pour celle-ci, a-t-il déclaré, notant que la campagne couvrira de vastes zones du pays. Il a remercié les autorités administratives pour la campagne qu'elles ont menée au niveau des agriculteurs afin de véhiculer le message du Président de la République Mohamed Ould

Cheikh El-Ghazouani, visant à exploiter les zones agricoles afin d'atteindre l'autosuffisance en céréales.

Le ministère a indiqué que le département s'emploie à fournir certains intrants agricoles, en particulier des semences et de la mécanisation agricole, au niveau des zones où l'agriculture pluviale et irriguée est présente, a-t-il déclaré.

Le lancement de la campagne a eu lieu en présence du secrétaire général du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, du directeur de la protection des végétaux et d'un certain nombre de cadres du département de l'agriculture.



## DÉLESTAGE AU MALI

**L'IRENA identifie un potentiel de 398,7 GW de solaire**

Alors que le Mali est confronté à une crise énergétique marquée par des coupures d'électricité régulières, une nouvelle étude de l'IRENA révèle un important potentiel de développement pour les énergies renouvelables dans le pays.

Une étude menée par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a révélé un important potentiel de développement pour les énergies renouvelables au Mali, estimé à 398,7 gigawatts (GW) pour les projets solaires photovoltaïques (PV) à grande échelle et à 1,25 GW pour les projets éoliens terrestres. Ce potentiel, s'il est suivi des investissements nécessaires à sa concrétisation, pourrait jouer un rôle crucial dans la transformation énergétique du pays confronté depuis quelques mois à des délestages. Publiée fin août 2024 et intitulée « Mali Zoning Assessment - Investment Opportunities for Utility-Scale Solar and Wind Areas », l'étude de l'IRENA a été réalisée en collaboration avec l'Agence des énergies renouvelables du Mali (AER-Mali).

Elle a identifié des zones stratégiques situées le long des lignes de transmission et des réseaux routiers existants ou prévus. Ces zones, considérées comme les plus prometteuses, ont été sélectionnées en fonction de plusieurs critères, tels que la qualité des ressources, la proximité des infrastructures et l'impact environnemental limité. L'étude a pris en compte une emprise au sol de 50 MW/km<sup>2</sup> pour le solaire et 5 MW/km<sup>2</sup> pour l'éolien, ainsi que des capacités de concentration

maximales de 5000 MW par zone. Un facteur d'utilisation des terres de 50 % a été appliqué, en raison de l'utilisation concurrente des terrains, notamment pour l'agriculture et la protection patrimoniale.

**Crise énergétique au Mali**

Si le rapport de l'IRENA n'évalue pas l'investissement nécessaire pour la concrétisation de ce potentiel, il faut noter que ces résultats arrivent à un moment crucial pour le Mali qui doit gérer, depuis plusieurs mois, une crise énergétique qui affecte plusieurs secteurs économiques. Les entreprises locales, notamment les industries, peinent à fonctionner en raison des fréquents délestages qui durent à un moment jusqu'à 18 heures par jour. De nombreuses sociétés se tournent vers des solutions comme l'achat de groupes électrogènes, ce qui impacte leur santé financière et oblige certaines entreprises à cesser temporairement leurs activités, selon plusieurs sources médiatiques concordantes.

A en croire les explications données en mars dernier par Abdoulaye Djibril Diallo, directeur général de la compagnie nationale d'électricité EDM-SA, la crise actuelle résulterait de plusieurs fac-

teurs. Il a cité entre autres « un faible niveau d'investissement dans le secteur accompagné d'une hausse de la demande d'électricité liée à l'évolution démographique » ainsi que la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché international. Le DG a également indiqué que le Mali avait besoin de 500 millions de litres de combustibles pour couvrir ses besoins en électricité pour l'année 2024.

**Débuts de solutions**

Pour soulager ses problèmes énergétiques, le Mali a finalisé, en avril dernier, un accord avec le Niger pour acheter 150 millions de litres de gasoil afin d'alimenter ses centrales électriques. En mai 2024, le pays a lancé en collaboration avec la Russie les travaux pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 200 MW sur 314 hectares à Sanankoroba, présentée comme « la plus grande du Mali et même de la sous-région ». Selon les détails énoncés, la construction devrait durer un an et coûter 198,6 millions \$ et augmenter de 10% la production électrique du Mali. Quelques jours plus tard, les travaux de construction d'une autre centrale solaire de 100 MW crête ont été lancés en partenariat avec la Chine dans la région de Safo.

## NAMIBIE

**Deux entreprises chinoises construiront une centrale solaire de 100 MW**

Malgré son énorme potentiel en matière d'énergie solaire, 60 % de l'énergie de la Namibie est importée des pays voisins et environ 40 % de la population n'y a pas accès. La compagnie nationale namibienne d'électricité, NamPower, a annoncé, dans un communiqué transmis aux médias ce lundi

9 septembre 2024, la signature d'un accord avec deux entreprises chinoises pour la construction d'une centrale solaire de 100 mégawatts (MW). China Jiangxi International Economic and Technical Corporation et Zhejiang CHINT New Energy Development Company vont concevoir et construire cette cen-

trale à Rosh Pinah, une province minière située dans le sud du pays près de la frontière avec l'Afrique du Sud, pour un investissement d'environ 89 millions de dollars, a-t-on précisé de même source. La centrale solaire sera financée à hauteur de 80% par un prêt de la banque de développement allemande

KfW. Le reliquat sera assuré par NamPower, qui s'attend à ce que la nouvelle centrale solaire entre en production au deuxième trimestre 2026. La Namibie, qui possède l'un des potentiels solaires les plus importants en Afrique, importe environ 60% de ses besoins en énergie des pays voisins.

## MINES

**Le Chili s'invite dans le lithium africain avec un investissement en Namibie**

Le Chili est le deuxième producteur mondial de lithium. Alors que la demande mondiale pour ce métal pourrait être multipliée par 10 d'ici 2050, l'un des grands acteurs chiliens de l'exploitation du lithium s'intéresse à un projet prometteur en Namibie.

Andrada Mining a annoncé, lundi 9 septembre, un accord avec Sociedad Química y Minera de Chile (SQM), un groupe chilien qui fait partie des principaux producteurs mondiaux de lithium. L'accord permettra à SQM

d'obtenir à terme une participation de 50% dans le projet Lithium Ridge en Namibie, considéré comme une « ressource potentielle de classe mondiale ».

La mise en œuvre de l'accord est soumise à l'approbation des autorités namibiennes, ainsi qu'au transfert du certificat d'autorisation environnementale de Lithium Ridge à Grace Simba Investments (GSI). Il s'agit d'une nouvelle société créée pour détenir le projet et appartenant exclusivement à Andrada, pour le moment.

Un investissement d'au moins 22 millions \$ de SQM, dont un paiement initial de 2 millions \$, permettra à la société chilienne d'entrer progressivement au capital de GSI.

SQM obtiendra une participation initiale de 30% dans GSI, en finançant pour 7 millions \$ de travaux d'exploration dans un délai de 18 mois. Cette participation pourra être portée à 40% grâce à un financement supplémentaire de 13 millions sur deux ans. Andrada et SQM auront enfin des parts égales de 50% dans GSI, si SQM en-

gage des dépenses totales de 40 millions \$ dans Lithium Ridge ou si une étude de faisabilité est réalisée sur le gisement.

« Nous sommes extrêmement heureux d'annoncer notre partenariat avec SQM, un leader mondial de l'industrie du lithium, et de faire partie du premier partenariat africain conclu par SQM. [...] En outre, SQM constitue le partenaire idéal pour libérer tout le potentiel de Lithium Ridge », explique Anthony Viljoen, directeur général d'Andrada.

## NIGERIA

**Hausse de près de 100 % des recettes de la TVA au 2e trimestre 2024**

En juin dernier, l'inflation au Nigeria a atteint son plus haut niveau depuis 28 ans, s'établissant à 34,19% contre 33,95% en mai 2024. Alors que l'économie du pays traverse une période difficile depuis plusieurs mois, le gouvernement tente de rétablir la stabilité.

Les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) du Nigeria ont augmenté en glissement annuel de 99,82 % au deuxième trimestre 2024, selon les données publiées par le Bureau national des statistiques (NBS). Durant cette période, les recettes totales de la TVA ont atteint 1,56 trillion de nairas (environ 955 millions \$), enregistrant une hausse de 9,11 % par rapport au trimestre précédent. D'après le rapport du NBS publié ce lundi 9 septembre 2024, cette augmentation est principalement portée par les paiements locaux qui ont rapporté environ 484 millions \$, tandis que les paiements étrangers ont contribué à hauteur de 242 millions \$. La TVA sur les importations a pour sa part généré 228 millions \$.

« En glissement trimestriel, les secteurs de la santé et de l'action sociale ont enregistré le taux de croissance le plus élevé avec 98,44%, suivis de l'agriculture, la sylviculture et la pêche avec 70,26%, et de l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la gestion des déchets et les activités de dépollution avec 59,75 % », indique le rapport. Cette information intervient dans un contexte économique difficile pour le Nigeria qui fait face à une hausse de l'inflation (34,19% en juin 2024, son plus haut niveau depuis 28 ans) due à la dépréciation du naira, la hausse des coûts de production et la réduction des subventions des produits énergétiques. Le gouvernement fédéral a annoncé plusieurs mesures pour surmonter les difficultés économiques. En effet, le président du Comité sur la politique budgétaire et les réformes fiscales, Taiwo Oyedele avait annoncé au début du mois de septembre, la suppression de plusieurs taxes sur les produits de premières nécessités, y compris la TVA.

## POINT-MARCHÉS

## Les Bourses mondiales en hausse

Les Bourses mondiales évoluaient majoritairement en hausse mardi, après des premiers pas dans le rouge, tournées vers la politique américaine à l'approche du débat télévisé entre les candidats à la présidentielle, Kamala Harris et Donald Trump, dans l'attente mercredi d'un indicateur d'inflation aux États-Unis. Vers 07H25 GMT, Paris avançait de 0,31%, Francfort revenait à l'équilibre (+0,02%) et Milan s'arrogait 0,18%.

Seule Londres reculait de 0,47%. «Les investisseurs britanniques, très présents sur les valeurs minières et des matières premières, ne sont pas rassurés face aux pressions à la vente de ces deux secteurs, lestés en raison du ralentissement de la Chine et les inquiétudes concernant l'affaiblissement de la croissance mondiale», explique Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. En Asie, Hong Kong avançait de 0,41% dans les derniers échanges, Shanghai a gagné 0,28% et Shenzhen 0,13%. La Bourse de Tokyo a en revanche légèrement reculé (-0,16%).

## Le rôle clé de la politique américaine

«L'attention du marché va se tourner vers la politique américaine, alors que Donald Trump et Kamala Harris», les deux candidats à l'élection présidentielle américaine, «s'af-

fronteront lors d'un débat», souligne Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. La vice-présidente démocrate et le candidat républicain ne se sont encore jamais adressés la parole et ce débat est le premier, et peut-être le dernier, avant le scrutin du 5 novembre.

«Une victoire de Trump profiterait aux grandes compagnies pétrolières, aux petites entreprises nationales et aux crypto-monnaies», et une victoire de Kamala Harris «soutiendrait les entreprises jugées plus durables, le secteur de la santé, les infrastructures et la technologie, car elle met l'accent sur une croissance durable et inclusive», détaille Ipek Ozkardeskaya.

Du côté des publications, un indicateur d'inflation (CPI) aux États-Unis sera décortiqué mardi par le marché, qui s'attend à une publication qui ne soit pas «de nature à changer les anticipations d'une baisse des taux de la

banque centrale américaine de 25 points de base la semaine prochaine», écrit l'analyste dans une note. Ces indicateurs de prix et de production permettront aux investisseurs «d'obtenir de plus amples informations sur les tendances de l'inflation et des indices sur les prochaines étapes de la banque centrale américaine» (Fed), explique John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud. «Si tout le monde se focalise sur la future décision de l'institution monétaire américaine, il ne faut pas oublier que c'est la banque centrale européenne (BCE) qui va se réunir en premier jeudi», souligne le spécialiste. L'institution monétaire du Vieux continent devrait baisser ses taux de 0,25 point de pourcentage, selon les prévisions des économistes.

## Siemens et Volkswagen

L'industriel Siemens (+0,29% à Francfort) va construire sa première usine de trains express aux États-Unis pour environ 60 millions de dollars, a annoncé le groupe bavarois lundi soir. Au sein du groupe Volkswagen (-

1,35%), la marque phare VW, en pleine crise, change de directeur financier, avec l'arrivée de David Powells, qui vient de la filiale Seat, selon une annonce lundi. Le fabricant de la Golf ferait bien de s'appliquer un «remède de cheval» en Allemagne, où il est question de fermer des usines et de licencier du personnel, a déclaré mardi l'ancien patron de Porsche et membre du conseil de surveillance de la marque VW, Wendelin Wiedeking, au quotidien populaire Bild. Le reste de l'automobile recule à la Bourse de Francfort: Porsche AG (-0,99%), BMW (-1,13%) et Mercedes-Benz (-0,77%).

## Le pétrole en repli

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord reculait de 0,51%, à 71,48 dollars et le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain de 0,63%, à 68,28 dollars. Le billet vert était plutôt stable (-0,07%) face à la monnaie unique, à 1,1043 dollar pour un euro, et montait de 0,14% face au yen à 143,38 yens pour un dollar. Le bitcoin reculait de 0,29% à 56,854 dollars.

## Les Bourses américaines entament la semaine sur une bonne note

Les marchés actions américains ont clôturé cette séance de lundi en territoire positif après une fin de semaine difficile ternie par le rapport sur l'emploi américain. Seule statistique du jour, les stocks de grossistes ont augmenté moins que prévu en juillet. Côté valeurs, le groupe d'analyses de données Palantir en pointe sur l'intelligence artificielle a grimpé à New York dans la perspective de son entrée au S&P 500, le 23 septembre. Le Dow Jones a progressé de 1,20% à 40829 points tandis que le Nasdaq a gagné 1,16% à 16884 points. Près de 4 ans après son entrée en Bourse, Palantir s'apprête à rejoindre le plus important des indices américains, le S&P 500. L'entreprise de logiciels d'analyse de données y sera intégré à partir du 23 septembre, de même que le groupe technologique Dell et l'assureur dommages, Erié Indemnity. Ils remplaceront American Airlines, BioRad Laboratories et Etsy. L'action Palantir a bondi de 14,08% à 34,60 dollars, portant sa progression depuis le début de l'année à plus de 75%. Elle avait touché un plus haut à 45 dollars en janvier 2021.

## Les chiffres économiques du jour

Aux États-Unis, les stocks de grossistes ont augmenté de 0,2% au mois de juillet selon une nouvelle estimation, contre un consensus de 0,3% et après une hausse de 0,2% en juin.

## Les valeurs à suivre

## Big Lots

Big Lots s'apprête à déposer le bilan, après plusieurs années de déclin de l'activité et de fermetures de sites. Le détaillant d'articles ménagers prévoit de vendre sa chaîne de magasins dans le cadre d'un processus supervisé par un tribunal, a fait savoir Bloomberg, citant des personnes proches du dossier. Le groupe de Columbus s'est comme prévu placé sous protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites dans le Delaware.

## Boeing

Pour éviter un mouvement de grève, le constructeur aéronautique Boeing a conclu hier un accord provisoire de principe avec les représentants syndicaux de l'entreprise. Stephanie Pope, présidente et directrice générale de Boeing Commercial Airplanes, déclare : "Nous avons conclu un accord provisoire avec le syn-

dicat sur une offre qui prévoit la plus importante augmentation générale des salaires jamais réalisée et une réduction des frais médicaux pour rendre les soins de santé plus abordables".

## Dell et Palantir

Dell, Palantir et Erié Indemnity feront leur entrée au sein de l'indice S&P 500 à partir du 23 septembre. Ils remplaceront American Airlines, BioRad Laboratories et Etsy. Les trois nouveaux futurs membres de l'indice américain sont attendus en hausse.

## Eli Lilly

Eli Lilly and Company a annoncé aujourd'hui la nomination de Lucas Montarce au poste de vice-président exécutif, directeur financier (CFO) et membre du comité exécutif de la société, avec effet immédiat. Depuis qu'il a rejoint Lilly en 2001, Lucas Montarce a occupé divers postes de direction financière, notamment celui de vice-président de groupe, contrôleur d'entreprise et directeur financier de Lilly Research Laboratories ; vice-président des finances et directeur financier de Lilly International ; et vice-président des finances et directeur financier mondial d'Elanco Health.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Septembre 2024  
Valeur : 11 Septembre 2024

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.4094	132.4244
1	EUR EURO	146.2727	146.3025
1	GBP POUND STERLING	173.3334	173.3758
100	JPY JAPANESE YEN	92.4647	92.4816
1	CNY CHINESE YUAN	18.6151	18.6185
1	CHF SWISS FRANC	156.3275	156.3637
1	CAD CANADIAN DOLLAR	97.5823	97.6005
1	DKK DANISH KRONE	19.6026	19.6062
1	SEK SWEDISH KRONA	12.7610	12.7659
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.2555	12.2596
1	AED UAE DIRHAM	36.0474	36.0554
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2772	35.2849
1	KWD KUWAITI DINAR	433.1351	434.0361
1	TND TUNISIAN DINAR	43.1969	43.6310
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.6311	13.6326
1	LYD LIBYAN DINAR	27.0499	27.1885
1	MRU MAURITANIAN OUGUTYA	3.3345	3.3449
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	178.6535	178.6535

## PARIS

## Dans l'attente de l'inflation US et de la BCE

La Bourse de Paris débute la séance de mardi matin en légère hausse, dans un marché toujours dominé par la prudence à la veille des chiffres de l'inflation aux États-Unis et à deux jours des annonces de la Banque centrale européenne (BCE). L'indice CAC 40 progresse de 0,2% vers 7440 laissant entrevoir un début de séance prudent.

Après avoir chuté de près de 4% la semaine passée, le marché parisien s'était redressé hier, signant une hausse de 1% à 7425 points à la faveur de quelques rachats à bon compte dans un climat néanmoins

attentiste.

Les écarts n'ont pas été plus spectaculaires du côté de Wall Street, où le Dow Jones a rebondi de 1,2% et le Nasdaq de plus de 1,1% après avoir subi son pire repli hebdomadaire en un an la semaine dernière. Certains stratèges font remarquer qu'il existe actuellement de nombreuses raisons de se tenir à l'écart du marché, citant pêle-mêle le ralentissement de la croissance américaine, les inquiétudes sur l'économie chinoise ou encore la perspective de l'élection présidentielle américaine de novembre.

Autre motif de prudence, le premier

débat télévisé entre Kamala Harris et Donald Trump en vue de l'élection présidentielle se tiendra ce soir sur la chaîne ABC.

Les investisseurs devraient donc hésiter à trop s'engager en attendant la publication, demain, des prix à la consommation (CPI) aux États-Unis, qui pourraient permettre d'en savoir plus sur les intentions de la Fed. Des chiffres mitigés pourraient compliquer la tâche de la banque centrale américaine, qui entend commencer à réduire ses taux d'intérêt à partir de la semaine prochaine. Les statistiques économiques se sont révélées plutôt mitigées dernièrement, ce qui a privé les marchés

d'éléments suffisamment convainquants pour repartir à la hausse dans un contexte favorable d'assouplissement monétaire.

L'imminence d'une première baisse des taux d'intérêt aux États-Unis après un cycle de hausse de plus de deux ans n'a pas constitué le catalyseur espéré, constate Michel Douin, gérant de portefeuilles chez Cholet Dupont Oudart. Ce dernier souligne que les investisseurs estiment, à tort ou à raison, que la Fed a trop tardé pour agir au regard de la dégradation d'un certain nombre d'indicateurs économiques.

La probabilité d'une baisse de taux de 50 points de base le mercredi 18 septembre est évaluée à 29% tandis qu'elle passe à 71% pour une baisse de 25 points, selon le baromètre FedWatch de CME Group. Les chiffres de demain n'en sont que plus attendus, ce qui devrait conduire bon nombre d'intervenants à garder leurs munitions au chaud. Les traders devraient donc privilégier une approche 'wait and see', ce qui annonce une séance de consolidation avec peut-être quelques ventes de précaution en attendant les chiffres de demain.

## GRÈCE

# Le gouvernement annonce une hausse des salaires face à la cherté de la vie

Le ministre des Finances grec a annoncé une hausse des retraites de 2% à 2,5% à partir de janvier prochain ainsi que l'augmentation du salaire minimum et des émoluments dans le secteur public.

Le gouvernement grec a promis lundi des hausses de salaires, dont le revenu minimum, et des retraites pour parer au coût élevé de la vie dans un pays où le pouvoir d'achat est l'un des plus faibles de l'UE. "Le gouvernement veut donner la priorité à des questions telles que la démographie, le logement, le changement climatique, mais en même temps, il doit faire face aux demandes de certains groupes sociaux", a indiqué le ministre des Finances Kostis Hadzidakis lors d'une conférence de presse. Détaillant une série de mesures annoncées samedi par le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis, le ministre a annoncé une hausse des retraites de 2% à 2,5% à partir de janvier prochain ainsi que l'augmentation du salaire minimum et des émoluments dans le secteur public. Le Premier ministre, dont le gouvernement

de droite est confronté à une baisse de popularité, avait annoncé samedi à Thessalonique (nord) lors d'un discours de rentrée très attendu l'augmentation du salaire minimum de 830 euros actuellement à 950 euros d'ici à 2027.

## Des augmentations en deçà de l'inflation

Au total, plus d'une vingtaine de mesures doivent être adoptées, dont la baisse d'un point des cotisations sociales et l'exonération de l'imposition des appartements ou maisons vides, selon Kostis Hadzidakis. L'ensemble des mesures s'élève à près d'un milliard d'euros qui s'ajoutent aux prévisions initiales des dépenses budgétaires de 2,8 milliards d'euros pour 2025, selon le gouvernement qui mise sur le feu vert prochainement de la commission européenne pour les réaliser.

L'opposition de gauche Syriza a critiqué ces augmentations annoncées "qui ne couvrent pas l'inflation" (2,7% en juillet sur un an) rappelant que "le revenu réel des ménages diminue rapidement". "Des cacahuètes pour les retraités", a commenté lundi un chroniqueur dans le quotidien Ta Néa (centre-gauche). Malgré la poursuite de la croissance en Grèce ces dernières années (+2% en 2023) après une décennie de crise au cours de laquelle le pays a perdu un quart de son produit intérieur brut (PIB), le niveau de vie reste l'un des plus bas dans l'Union européenne. En 2023, le pays avait le deuxième PIB par habitant le plus bas en matière de pouvoir d'achat au sein de l'Union européenne alors que le revenu annuel moyen n'atteint que la moitié de la moyenne européenne, selon Eurostat.

## POUR FAIRE FACE À UNE GRAVE CRISE ÉNERGÉTIQUE

### L'Équateur mise sur une centrale flottante d'urgence

Au total, le navire-centrale devrait produire "1.200 mégawatts dans les prochains mois" pour couvrir le déficit énergétique du pays. L'Équateur a commencé dimanche à tester une centrale électrique flottante, pouvant produire 100 mégawatts d'électricité, a indiqué Rafael Quintero, le vice-ministre de l'électricité et des énergies renouvelables du pays qui connaît une grave crise énergétique. "Après cette période de test, qui ne devrait pas durer plus de

deux jours, nous aurons deux autres jours de fonctionnement expérimental au cours desquels 100 mégawatts devraient être distribués de manière régulière et entrer ensuite en fonctionnement commercial", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Le secteur de l'électricité est en état d'urgence depuis le mois d'août en Équateur en raison d'une sécheresse prolongée, de réservoirs hydroélectriques à leur minimum, et de la vétusté de ses infrastructures. Le navire-centrale, de la

société turque Karpowership, fournisseur d'électricité d'urgence présent également dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest, est arrivé en Équateur en août et est ancré dans le fleuve Guayas à Guayaquil (sud-ouest). "Nous allons faire fonctionner près de 1.200 mégawatts dans les prochains mois" pour couvrir le déficit énergétique du pays, a ajouté le ministre depuis Guayaquil. En avril, l'Équateur a connu des pannes d'électricité pouvant durer jusqu'à 13 heures, les réservoirs de plu-

sieurs centrales hydroélectriques étant au plus bas. Mi-juin, le pays a connu une panne généralisée causée par la défaillance d'une ligne de transmission. Samedi, une "erreur humaine", selon Rafael Quintero, a provoqué une panne d'électricité d'environ quatre heures dans plus d'une dizaine de provinces. Le vice-ministre a également appelé les industries et les entreprises disposant de centrales électriques à éviter d'utiliser l'électricité produite par le système national.

## ALLEMAGNE

### Inflation de 1,9% sur un an en août

L'inflation en Allemagne est bien répartie à la baisse en août, repassant pour la première fois sous les 2% depuis mars 2021, selon des chiffres définitifs publiés mardi. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,9% sur un an, soit 0,4 point de moins qu'en juillet, a indiqué mardi l'institut de statistiques

Destatis. Utilisé par la Banque centrale européenne, l'indice harmonisé des prix a atteint 2,0% en août, soit pile dans la cible visée à terme par l'institut, et après 2,6% en juillet. La baisse des prix de l'énergie «a atténué le taux d'inflation en août encore plus que les mois précédents», a commenté Ruth Brand, présidente de Destatis, dans un commu-

niqué. Les prix de l'énergie ont de fait reculé de 5,1% sur un an, bien plus qu'en juillet (-1,7%). Le taux d'inflation hors alimentation et énergie a atteint 2,8%, après 2,9% en juillet et en juin, soit un très léger repli tout en demeurant à un niveau bien supérieur à l'inflation globale depuis janvier 2024. La hausse des prix des services

reste supérieure à la moyenne, à 3,9% en août comme lors des 3 mois précédents, ce qui «a eu un effet inflationniste», explique Mme Brand. Les prix des assurances ont notamment augmenté de près de 13%. Les denrées alimentaires se sont renchéries de 1,5% sur un an, en accélérant pour le cinquième mois consécutif, note

Destatis. Le prix de l'huile d'olive en particulier a flambé (+35%). La baisse de l'inflation globale en Allemagne comme en France, où elle a aussi affiché 1,9% en août, renforce la position de la BCE qui s'apprête jeudi à poursuivre son cycle de baisse des taux, interrompu en juillet, selon les attentes.

## ROYAUME-UNI

### Légère baisse du chômage fin juillet

Le taux de chômage a reculé au Royaume-Uni sur la période de mai à juillet, à 4,1% contre 4,2% pour les trois mois d'avril à juin, le ralentissement de la croissance des salaires s'étant pour sa part poursuivi, a indiqué mardi l'office britannique des statistiques ONS.

La progression annuelle dans les rémunérations moyennes des employés (hors bonus) a atteint 5,1% entre mai et juillet, indique l'ONS, en net recul par rapport aux 5,4% enregistrés pour les trois mois achevés en juin. Hors inflation, la croissance des rémunérations atteint 2,2% (hors bonus) contre 2,4% pour les trois mois précédents.

«La croissance des salaires devrait encore se ralentir au cours des prochains mois», anticipe Yael Selfin, économiste chez KPMG. «Toutefois, il est peu probable que cela incite» la Banque d'Angleterre «à assouplir davantage sa politique monétaire lors de sa prochaine réunion» le 19 septembre. Un changement de taux peu probable

Les autorités monétaires s'inquiètent de la persistance d'une inflation des salaires qui les a amenées jusqu'à présent à ne pas souhaiter baisser les taux d'intérêt trop vite. La Banque d'Angleterre, qui cible une inflation à 2%, a procédé début août à sa première baisse de taux depuis 2020, à 5,25% précédemment.

Pour Richard Carter, de Quilter Cheviot, il est «peu probable» que l'autorité bancaire décide d'un changement de taux sans élément «remarquable» dans l'estimation de la croissance en juillet, attendue mercredi, ou celle de l'inflation en août, connue la veille de sa réunion. L'analyste relève que «le marché du travail britannique semble toujours se refroidir, même si ce n'est pas aussi rapidement qu'attendu».

## CANADA

### Le taux de chômage au plus haut depuis 7 ans

En août, il a de nouveau augmenté pour se fixer à 6,6% de la population active.

Le taux de chômage au Canada a de nouveau augmenté à 6,6% en août, atteignant son plus haut niveau depuis sept ans, à l'exclusion de la période exceptionnelle de la pandémie, selon des données officielles publiées vendredi.

Au total, 22.100 emplois ont été créés en août, entièrement grâce à l'emploi à

temps partiel, a déclaré Statistique Canada.

Selon les analystes, ces données devraient accroître la pression sur la Banque du Canada pour qu'elle continue d'abaisser les taux d'intérêt.

"Avec une croissance démographique à nouveau forte et un taux d'activité en hausse, l'embauche en août n'a pas suffi à empêcher le taux de chômage d'augmenter de 0,2 point de pourcentage", a

commenté Royce Mendes, de la banque Desjardins, dans une note.

#### Croissance atone

Dans l'ensemble, les données indiquent que l'économie "a continué de stagner au troisième trimestre", a-t-il ajouté.

Les analystes de la banque estiment que la croissance économique n'a été que de 1% entre juillet et septembre, alors que

la banque centrale prévoyait une croissance de 2,8%.

Selon Statistique Canada, l'emploi a augmenté en août dans les services liés à l'éducation, la santé, la finance, l'assurance et l'immobilier.

Mercredi, la Banque du Canada a baissé son taux directeur de 0,25 point pour le fixer à 4,25%, estimant que "les pressions inflationnistes généralisées continuent de s'atténuer".

MAZDA MX-5

## Une série limitée affûtée vendue au prix fort



Récemment restylée, la Mazda MX-5 se sépare progressivement de son « gros » moteur 2 litres de 184 ch. Une mécanique dont profitent les 24 exemplaires de cette série limitée facturée 52 990 €.

Comme dit l'adage ce qui est rare est cher. Pourtant, ce n'est pas la philosophie de la Mazda MX-5 ce roadster adorable vendu à un prix attractif depuis maintenant plus de 35 ans et dont la production sur quatre générations a dépassé le million d'unités. Cependant, le concessionnaire belge Mazda St-Michel, implanté à l'est de Bruxelles et le préparateur spécialiste de la marque nipponne Gisèle Racing situé à proximité ont concocté une édition très limitée, 24 unités seulement qui sera facturée au prix fort. Comptez 52 990 € pour vous offrir l'une d'elles.

Dénommée Geshi, la belle se distingue par une élégante teinte de carrosserie British Racing Green réhaussée par des bandes longitudinales jaune, blanche et noire. Une décoration qui rend hommage au calendrier solaire japonais (Sekki) et tout particulièrement au solstice d'été.

La capote de toile est de couleur sable tandis que la sellerie se pare d'un cuir Kazari de teinte crème. Une palette qui rend cette fois hommage à la toute première Mazda MX-5, la génération NA disponible à l'époque dans cette configuration

### Un moteur collector

Mais le plus important se situe sous le capot sous la forme du moteur à quatre cylindres 2.0 litres atmosphérique délivrant une puissance de 184 ch. Une mécanique ne satisfaisant plus les normes antipollution dont la production vient d'être stoppée et qui va progressivement disparaître du catalogue. C'est donc en quelque sorte un collector que vous avez sous les yeux.

Ce dernier justifie son prix – pour mémoire en finition de base la MX-5 2.0 litres débute à 39 500 € sur le marché français - par de nombreuses modifications techniques visant à optimiser la tenue de route et le caractère sportif du bolide.

### Une future autre édition limitée à l'approche...

En témoignent la présence de jantes BBS noires de 17 pouces, de ressorts courts de marque Eibach assortis d'amortisseurs Bilstein. Enfin, un échappement conçu par le spécialiste Bastuck se charge de mettre l'ensemble en musique. Et pour que le plumage ne soit pas en reste, un discret pack aérodynamique composé de spoilers avant et arrière, de jupes latérales et d'un discret aileron apposé sur la malle de coffre complète la dot.

Les deux partenaires qui ont vraiment le sens des affaires et connaissent bien le calendrier solaire japonais ont déjà en tête une nouvelle édition baptisée cette fois Mazda MX-5 Shūbun faisant référence à l'équinoxe d'automne dont les 24 unités sont déjà en approche.

NOUVELLES ÉNERGIES

# Le nouveau petit SUV électrique de Skoda se montre un peu plus

Skoda dévoile les premières images de son futur Elroq, un SUV électrique annoncé comme avoisinant les 600 kilomètres d'autonomie.



Il fera partie des grandes nouveautés qui seront dévoilées au Mondial de Paris 2024, qui se tiendra du 14 au 20 octobre prochain. Son nom ? Le Skoda Elroq. S'il vous dit déjà quelque chose, c'est que le 1er juillet dernier, la firme tchèque nous en disait déjà un peu plus sur ce nouveau SUV compact 100 % électrique à la faveur de la publication des premières photos. Oui, sauf que le véhicule s'y montrait entièrement camouflé, ne révélant rien de son design. Mais voilà que le constructeur de Mlada Boleslav publie à présent des croquis de celui qui prendra place dans la gamme entre le petit Epiq et le plus grand Enyaq. Histoire de nous en dire un peu plus sur son design et son "nouveau langage stylistique".

### Nouveau langage stylistique

On vous passe les noms ronflants du genre "Modern Solid" et autres "Tech-Deck Face" censés exprimer le design, mais qui ne parleront sans doute à pas grand monde, pour passer directement aux véritables caractéristiques de cet Elroq. À savoir un lettrage sombre en bout de capot, une calandre horizontale qui surplombe un imposant pare-choc avant. Et des feux destructurés, en deux parties, composés d'une fine bande avec la signature lumineuse

de jour et les clignotants, et un peu plus bas, des feux matriciels à LED. À l'arrière, Skoda nous parle d'un large becquet de toit et de feux minces à LED. Enfin une nouvelle couleur Vert Timiano

on sait que des matériaux recyclés seront largement utilisés pour l'habillage, comme des bouteilles en plastique, des vêtements usagés ou encore des filets de pêche. Côté mécanique aussi on a déjà



sera inaugurée sur le véhicule, difficile à deviner ici. Si l'on reconnaît immédiatement ici la patte des designers Skoda sur ce nouvel Elroq, il s'agit pourtant d'une nouvelle identité de la marque, appelée à être déclinée sur d'autres modèles par la suite.

### Tout ce que l'on sait de l'Elroq

Si ces esquisses permettent d'avoir déjà un bon aperçu du design définitif qui nous attend sur l'Elroq, pour le reste on connaît déjà pas mal de choses sur le SUV électrique à venir. Comme en ce qui concerne l'intérieur, pour lequel

aussi quelques infos, et notamment qu'il y aura au moins quatre versions pour celui qui reprend la plateforme MEB du groupe Volkswagen : 50 de 170 chevaux (batterie de 55 kWh), 60 de 204 ch (batterie de 63 kWh), 85 de 285 ch et 85x à transmission intégrale de 299 ch (batterie de 82 kWh). Côté recharge, il serait capable en courant continu d'accepter jusqu'à 175 kW sur les versions supérieures. Tandis que l'autonomie maximale, sans savoir sur quelle version précisément, serait de 560 km WLTP. Rendez-vous au Mondial de Paris pour en savoir plus !



## CHATGPT

# OpenAI annonce plus d'un million d'utilisateurs professionnels payants

Selon les chiffres communiqués par OpenAI, le succès de ChatGPT ne se dément pas, loin de là. Aujourd'hui, le nombre d'utilisateurs hebdomadaires de la version gratuite a non seulement atteint la barre des 200 millions, soit deux fois plus qu'en novembre dernier, mais plus d'un million d'utilisateurs professionnels payants utilisent désormais ses solutions contre 600 000 en avril dernier.

Cette croissance impressionnante repose sur ses trois produits phares : ChatGPT Enterprise (lancé en août 2023), Team (janvier 2024) et Edu (mai 2024). Ces outils offrent aux entreprises et institutions des solutions sur mesure pour améliorer la productivité, la collaboration et l'innovation. Le modèle de "seats" payants permet aux entreprises d'ajuster le nombre de licences en fonction de leurs besoins, consolidant la flexibilité et l'accessibilité des produits d'OpenAI.

## Une expansion internationale

Bien que les États-Unis restent le marché principal d'OpenAI, plus de la moitié des seats payants sont désormais répartis à travers le monde. L'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon se hissent parmi les plus grands marchés internationaux, reflétant l'adoption croissante de l'IA en Europe et en Asie. En Europe, OpenAI travaille avec des partenaires de renommée mondiale, notamment le Financial Times, pour permettre aux équipes de ce dernier de bénéficier des gains de créativité et de productivité apportés par ses outils. L'Université d'Oxford, en partenariat avec Microsoft, mène une transformation numérique majeure grâce aux technologies d'IA développées par OpenAI, tandis que des entreprises comme Sanofi les utilisent pour accélérer le développement de nouveaux médicaments. BBVA et Zalando figurent également parmi les utilisateurs notables de ChatGPT, le premier cherchant à stimuler la productivité de ses employés et à continuer d'innover dans ses services bancaires, le second pour lancer un assistant de mode alimenté par l'IA sur ses plateformes web et



son application. Selon les équipes d'OpenAI, l'utilisation de son API a doublé depuis le lancement de GPT-4o mini, en juillet dernier. D'autres grandes entreprises européennes l'utilisent pour développer des produits

innovants et interagir avec leurs clients : la plateforme Spotify pour son DJ IA personnalisé, Klarna pour améliorer les performances des employés et l'expérience client.

## L'impact global de l'IA : gains en productivité et innovation

Une enquête récente menée auprès de 4 700 utilisateurs professionnels d'OpenAI montre que 92 % d'entre eux constatent une nette augmentation de leur productivité, tandis que 88 % déclarent gagner du temps dans leurs tâches quotidiennes. L'IA semble également être un moteur de créativité, avec 75 % des utilisateurs affirmant que les outils d'OpenAI ont stimulé l'innovation au sein de leurs organisations.

Les cas d'utilisation vont de la collecte d'informations à la rédaction et l'édition de contenu, en passant par la génération d'idées nouvelles. Leur adoption dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des médias, et des services financiers reflète une tendance globale de transformation numérique facilitée par l'IA.

## Brad Lightcap, directeur des opérations d'OpenAI, conclut :

"De la refonte de l'apprentissage des étudiants à l'optimisation des soins aux patients, en passant par la transformation de la manière dont les gouvernements servent leurs citoyens, l'IA redéfinit la manière dont les gens travaillent. Nous sommes fiers d'aider plus d'un million d'utilisateurs professionnels payants à travailler de manière plus productive, à rationaliser leurs opérations et à découvrir de nouvelles opportunités d'innovation".

## Le spyware Predator reprend du poil de la bête

```
rv = self.check_p_instal
if rv:
    if rv == NO_DIR:
        if CFG['PE_METHO
            with self.ro
                root.cal
        else:
            os.mkdir(CFG
            raise Retry
    elif rv == NO_FS:
        self.get_fs()
        raise Retry
    elif rv == NO_KMEM:
        self.get_libkmem
        raise Retry
self.log('predator insta
```

Suite à l'action du gouvernement américain, l'activité du logiciel espion Predator a semblé décliner. Une récente recherche d'Insikt montre que l'infrastructure du spyware remonte en puissance avec des modifications visant à échapper à la détection et cacher plus efficacement leurs opérateurs.

Pegasus n'est pas le seul représentant de la famille des logiciels espion utilisés par les gouvernements, c'est également le cas de Predator qui avait été passé au crible par l'équipe de chercheurs en sécurité d'IBM, Talos. Pour rappel ce spyware, développé par Intellexa et vendu par Cytrox depuis 2019, s'attaque aux smartphones iOS et Android et permet d'enregistrer des appels vocaux et des sons environnants, collecter des données à partir de Signal, WhatsApp... ou encore cacher des applications ou les empêcher de fonctionner. Alors que l'on pouvait penser ce spyware moribond suite aux actions du gouvernement américain à l'encontre de son éditeur Intellexa, une analyse d'Insikt Group montre que ce n'est pas vraiment le cas.

"L'infrastructure de Predator est de retour avec des modifications permettant d'échapper à la détection et d'anonymiser les utilisateurs", prévient Insikt. "Cette résurgence met en évidence l'utilisation continue de Predator par des clients dans des pays tels que la République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola." L'infrastructure de Predator remet donc la vie privée et la sécurité des cibles potentielles de gouvernements (politiques, lanceurs d'alertes, membres d'ONG, journalistes...) en danger. "Avec ce retour, les opérateurs ont mis en œuvre de nouvelles méthodes pour dissimuler leurs activités, ce qui complique les efforts de traçage et d'attribution de leurs attaques", indique Insikt.

## Pas d'exploit zero clic distante identifiée

Les principales améliorations opérées consistent à mieux échapper à la détection en ajoutant un niveau supplémentaire dans son système de distribution pour anonymiser plus efficacement les opérations de ses utilisateurs. "Ce changement complique la tâche des chercheurs et des défenseurs de la cybersécurité qui doivent suivre la propagation de Predator", indique le fournisseur. Ce spyware ne change pas vraiment sa recette et continuerait d'utiliser des vecteurs d'attaque un clic voire zéro clic, en exploitant les vulnérabilités du navigateur et l'accès au réseau pour s'installer sur des terminaux ciblés. "Même si aucun rapport ne fait état d'attaques zéro clic entièrement à distance, comme celles associées à Pegasus, Predator reste un outil dangereux entre les mains de ceux qui ciblent des personnes très en vue", assure Insikt.

## Brèves

### Impression 3D métal dans la station spatiale internationale

L'Agence spatiale européenne (ESA) a présenté la première pièce métallique imprimée en 3D à bord de la Station spatiale internationale (ISS). Jusqu'à présent, seuls des objets en plastique avaient été créés avec une imprimante 3D dans l'espace. L'astronote Andreas Mogensen a installé le matériel dans le module Columbus de l'ESA, qui a permis de produire quatre formes métalliques, qui seront envoyées vers la Terre pour analyse. Encore en phase de test, cette opération est surveillée depuis le sol et fonctionne environ quatre

heures par jour. Pour l'instant, l'impression d'un objet peut prendre de 10 à 25 jours.

### Les données clients d'Avis dérobées

Le géant de la location de voitures a informé des centaines de milliers de personnes que leurs informations personnelles et leurs numéros de permis de conduire ont été volés lors d'une cyberattaque au mois d'août. Avis n'a pas révélé la nature de la cyberattaque et les détails de l'incident restent encore confidentiels, mais les informations volées comprenaient les noms des clients, leurs adresses postales, leurs emails, leurs numéros

de téléphone, leur date de naissance, les numéros et les dates d'expiration de leurs cartes de crédit, ainsi que leurs numéros de permis de conduire.

### Des PC Copilot+ équipés de puces x86 arriveront en novembre

Après les premiers modèles dotés de composants Snapdragon X de Qualcomm (sur base Arm), les prochains ordinateurs axés sur l'IA seront équipés de processeurs Intel Core Ultra 200V ou AMD Ryzen AI 300, considérées comme suffisamment puissantes pour exécuter des fonctions d'IA gourmandes en ressources de calcul.



**BMW rappelle 1,5 million de véhicules pour défaut de freinage**

Le constructeur allemand de voitures haut de gamme BMW a été contraint mardi d'abaisser ses objectifs annuels en raison d'un système de freinage défectueux qui a provoqué des rappels et des arrêts de livraison affectant 1,5 million de véhicules. Les problèmes concernent le système de freinage intégré (IBS) d'un "fournisseur", dont BMW n'a pas dévoilé le nom ni les détails techniques. Selon l'agence Bloomberg, l'équipementier allemand Continental est le seul à fournir ces systèmes à BMW qui en équipe ses véhicules des marques BMW, Mini et Rolls-Royce. Conséquence de ces rappels: en 2024, les livraisons de véhicules de BMW devraient "légèrement diminuer" sur un an, quand elles devaient légèrement progresser selon la prévision initiale, après le niveau record de 2,56 millions d'unités atteint en 2023.



### CHAMBRE D'ARTISANAT ET DES MÉTIERS DE BLIDA

#### Etablissement de 1.754 cartes biométriques d'artisans

Quelque 1.754 cartes biométriques d'artisans ont été établies et remises à leurs propriétaires par la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Blida, a-t-on appris mardi auprès de cette structure. La remise de ces cartes biométriques à des artisans qui ont introduit des demandes dans ce sens, a été lancée l'année dernière, à l'occasion de la Journée nationale de l'artisan (9 novembre) et elle se poursuit toujours, a indiqué à l'APS le directeur de la CAM, Saâdi Ait Zerrouk. Il a, à l'occasion, lancé un appel aux artisans immatriculés auprès de la CAM de Blida, et qui sont au nombre de 12.000, à se rapprocher de ses services pour déposer leurs dossiers pour se faire établir, dans un délai ne dépassant pas une semaine, leurs cartes biométriques. Il a noté que l'établissement de ce document professionnel s'inscrit dans le cadre de la numérisation du secteur de l'artisanat et des métiers. M. Ait Zerrouk a relevé que la carte d'artisan biométrique offre différents avantages à son détenteur, dont la participation à des foires et expositions locales, nationales et internationales après inscription sur la plateforme nationale des artisans. Il a observé à ce propos que la wilaya "compte de nombreux artisans professionnels qui ne demandent qu'à se faire connaître". Cette carte permet également aux artisans d'adhérer à la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) pour bénéficier d'une couverture sociale et de bénéficier des différents dispositifs publics d'aide à l'emploi, dont le Microcrédit destiné à l'acquisition de la matière première. Le directeur de la CAM a noté que 8.000 artisans immatriculés activent dans le secteur de l'artisanat de services, 2.500 autres dans l'artisanat d'art et 1.800 dans l'artisanat de production de biens.

### COMMERCE

## L'OMC appelle à faire plus pour inclure les pays pauvres

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a appelé lundi à faire plus pour les pays pauvres, faisant valoir que l'ouverture commerciale n'est pas suffisante à elle seule pour réduire les inégalités entre les économies et en leur sein. Dans son rapport 2024 sur le commerce mondial, l'OMC a examiné le rôle qu'a joué le commerce pour ce qui est de réduire l'écart de revenus entre les économies depuis la création de l'organisation en 1995. "Le principal message à retenir du rapport est peut-être qu'il réaffirme le rôle transformateur du commerce dans la réduction de la pauvreté et la création d'une prospérité partagée - contrairement à l'idée actuellement en vogue selon laquelle le commerce et les institutions telles que l'OMC n'ont pas été une bonne chose pour la pauvreté, ou pour les pays pauvres, et engendrent un monde plus inégalitaire", écrit la directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, dans l'avant-propos. "Le deuxième message le plus important c'est que nous pouvons faire beau-

coup plus pour que le commerce et l'OMC fonctionnent mieux pour les économies et les populations qui ont été laissées de côté au cours de ces 30 dernières années de mondialisation", explique Mme Okonjo-Iweala. Selon le rapport, les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire accusant un retard tendent généralement à être moins engagées dans le commerce international, à recevoir moins d'investissements étrangers directs, à être plus tributaires des produits de base, à exporter moins de produits complexes et à échanger avec un nombre plus réduit de partenaires. Pour la directrice générale de l'OMC, le protectionnisme n'est "pas une voie efficace vers une meilleure inclusion" car il peut augmenter les coûts de production et donner lieu à des représailles commerciales coûteuses. "Moins d'échanges ne favorisera pas l'inclusion", assure l'économiste en chef de l'OMC, Ralph Ossa, dans le communiqué. Mais "le commerce ne pourra pas non plus promouvoir l'inclusion à lui seul", affirme-t-il: "Une véritable inclusion

nécessite une stratégie globale - c'est-à-dire intégrant l'ouverture commerciale et des politiques nationales de soutien ainsi qu'une coopération internationale forte". Selon l'OMC, ces politiques nationales de soutien destinées à rendre le commerce plus inclusif peuvent, par exemple, concerner la formation professionnelle, les allocations-chômage, l'éducation en vue d'améliorer les qualifications et la mobilité de la main-d'oeuvre, la politique de la concurrence pour faire en sorte que les consommateurs bénéficient de prix moins élevés, des infrastructures fiables et le bon fonctionnement des marchés financiers. Le rapport indique par ailleurs que devenir membre de l'OMC, ou signataire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) qui l'a précédée, fait progresser les échanges commerciaux avec les autres membres de 140% en moyenne. L'OMC compte 166 membres depuis l'accession du Timor-oriental le 30 août et des Comores le 21 août.

### PÉTROLE

## La consommation mondiale va continuer de croître en 2024-2025, selon l'Opep

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) table sur une poursuite de la croissance de la consommation mondiale de pétrole en 2024 et en 2025, mais la révise légèrement en baisse par rapport à ses précédentes prévisions, selon son dernier rapport mensuel publié mardi. Le monde consommera en moyenne 104,2 millions de barils par jour (mb/j) en 2024 contre 102,2 mb/j en 2023, indique dans ce rapport l'Opep qui révise chaque mois ses prévisions en fonction de la conjoncture. Pour

2025, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole table sur une consommation mondiale de 105,9 millions de barils par jour. Dans sa précédente prévision, l'Opep tablait sur une consommation de 104,3 millions de barils par jour en 2024 et de 106,1 millions de barils par jour en 2025. En 2019, avant la pandémie de Covid, la planète consommait environ en moyenne 100 millions de barils par jour de pétrole. Pour l'année en cours, l'Opep entrevoit une croissance de la demande mondiale estimée à 2 mbj sur un an, "ce qui reste

bien au-dessus de la moyenne historique de 1,4 million de barils par jour observée avant la pandémie de Covid-19", précise l'organisation. Cette croissance est quasi-exclusivement portée par les pays non-membres de l'OCDE, Chine et Inde en tête, avec plus de 1,8 mbj supplémentaires sur l'année, tandis que les pays membres de l'OCDE ne compteront que pour 0,1 mbj dans cette croissance, principalement du fait des Etats-Unis. "Pour 2025, la demande mondiale de pétrole devrait croître

à un rythme soutenu de 1,7 mbj en glissement annuel", un chiffre également révisé à la baisse par rapport à l'estimation du mois précédent, toujours du fait des deux géants asiatiques et au Moyen-Orient, souligne le rapport. Au quatrième trimestre 2024, l'Opep prévoit une demande mondiale de 105,6 mbj "soutenue par la forte demande de voyages aériens et la mobilité routière, y compris le transport routier, ainsi que par de solides activités industrielles, de construction et agricoles dans les pays non membres de l'OCDE".

### RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DE LA PRÉSIDENTIELLE

## Hassani Cherif dépose un recours devant la Cour constitutionnelle

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la Présidentielle du 7 septembre 2024, Abdelaali Hassani Cherif, a déposé, mardi, un recours devant la Cour constitutionnelle concernant les résultats préliminaires de ce scrutin annoncés dimanche dernier par le président de l'Autorité

nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. M. Hassani Cherif s'est rendu à la Cour constitutionnelle accompagné de son directeur de campagne, Ahmed Sadouk. Pour rappel, M. Hassani Cherif avait affirmé, en conférence de presse lundi, que les chiffres présentés par l'Autorité nationale indépendante des élections

étaient "imprécis" et "ne correspondaient pas aux procès-verbaux de dépouillement obtenus par le MSP auprès des délégations de wilaya de l'ANIE", précisant qu'il comptait "saisir la Cour constitutionnelle". Les directions de campagne des trois candidats à la Présidentielle

du 7 septembre avaient publié, dimanche dernier, un communiqué commun pour informer l'opinion publique que "des imprécisions, des contradictions, des ambiguïtés et des incohérences" avaient été relevées dans les chiffres lors de l'annonce des résultats provisoires de l'élection présidentielle.

### DÉMINAGE

## La Chine prête à renforcer sa coopération avec les pays africains

La Chine est prête à renforcer la coopération en matière de déminage avec les pays africains et à aider l'Afrique à éliminer la menace des mines le plus rapidement possible, a déclaré lundi la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Mao Ning. Lors du Sommet 2024 du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA), la Chine a

annoncé une "action pour une Afrique sans mines", qui fait partie d'un certain nombre de mesures pratiques prises par le pays pour mettre en œuvre l'Initiative pour la sécurité mondiale en Afrique, a déclaré Mme Mao. Elle a noté que la coopération en matière de paix et de sécurité était un domaine important dans la formation d'une communauté d'avenir partagé

Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle. Elle a déclaré que la Chine s'était engagée à fournir une assistance et une coopération humanitaires en matière de déminage et qu'elle avait pris des mesures concrètes pour aider l'Éthiopie, l'Angola, l'Érythrée, le Tchad et d'autres pays à améliorer leur capacité de déminage, à contribuer à la sécurité des civils lo-

caux et à promouvoir le développement économique et social au niveau local. La Chine est prête à travailler avec les pays africains pour renforcer la coopération humanitaire en matière de déminage par le biais d'une assistance matérielle, d'une formation du personnel, d'une orientation sur place et d'autres moyens, a ajouté la porte-parole.